



VILLE DE
CHOISY-LE-ROI

Place Gabriel péri
94600 Choisy-le-Roi
www.choisyleroi.fr
☎ 01.48.92.44.44

Procès-verbal de la séance du Conseil municipal du Mercredi 22 mai 2019

Le vingt-deux mai deux mille dix-neuf à dix-neuf heures trente, le Conseil municipal de la commune de Choisy-le-Roi, légalement convoqué à domicile par écrit le mercredi 15 mai 2019, s'est réuni Salle du Conseil municipal – Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Didier GUILLAUME, Maire.

Étaient présents :

MM. GUILLAUME Didier, DIGUET Patrice, BRAHIMI Nadia, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, MASSÉ Elodie, ARNAUD Anne Marie, LUC Nadine, JUHEL Françoise, ROCHE Gabriel, BENKAHLA Malika, ENNAOURA Hafid, TISLER Frédéric, HERVY Patrick, BOIVIN Bernard, GUINERY Annick (à partir de 21h16), MORO Christiane, ATHÉA Bernard, GRASSET-PRIAN Chantal, RIFFAUD Isabelle, ZIEGELMEYER Laurent, BELLIER Carole, GAUSSENT François, AIT IDIR Jamil, JULLIAN Anne-Laure, DITOE LIDOUME Emilienne, ALIROL Béatrice, BRIENNON Jean-Marc, PANETTA Tonino, COELHO Vasco, BERCIER Corinne, PERYAGH Yves, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, OSTERMEYER Sushma, THIAM Moustapha, BARON Monique.

Étaient représenté :

M Ali ID ELOUALI	mandat à Mme Annick GUINERY (à partir de 21h16)
M Gilles DUPUY	mandat à Mme Catherine DESPRES
Mme Sylvie LEROY	mandat à Mme Françoise JUHEL
M. Laurent MELY	mandat à M. Patrice DIGUET
Mme Malika SALIM	mandat à M. Tonino PANETTA

Était absente : Mme LEONCE Vanessa

Secrétaire de séance : M. THIAM Moustapha

Sommaire

→ Désignation du secrétaire de séance	4
→ Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 27 mars 2019.....	4
HABITAT	7
→ 1. Garantie d'emprunt accordée à l'Entreprise sociale pour l'habitat (ESH) Immobilière 3F pour la construction de 107 logements locatifs intermédiaires, situés dans l'opération d'aménagement de la Fonderie fine.	7
→ 2. Garantie d'emprunt accordée à l'entreprise sociale pour l'habitat (ESH) ESPACIL HABITAT pour la construction de 244 logements étudiants 171 PLS et 73 PLUS, situés dans l'opération d'aménagement de la Fonderie fine.	7
TARIFICATION	8
→ 3. Modification de la tarification annexée au PASAM à compter du 1 ^{er} septembre 2019.....	8
→ 4. Tarifs des concessions dans le cimetière communal à compter du 1 ^{er} juillet 2019.....	10
→ 5. Tarification et modalités de paiement des « séjours familles » - Centres sociaux.....	11
DÉVELOPPEMENT LOCAL CITOYENNETÉ	12
→ 6. Répartition de la subvention aux associations locales pour la location d'un transport collectif – 2 ^e répartition.....	12
CULTURE	12
→ 7. Attribution d'une subvention d'un montant de 1000 € au Musée de la résistance Nationale (MNR) dans le cadre de sa restructuration.	12
BÂTIMENT.....	13
→ 8. Rapport d'activité du Syndicat Intercommunal pour le Gaz et l'Électricité en Île-de-France (SIGEIF) – Année 2017.....	13
→ 9. Rapport d'activité du Syndicat Intercommunal de la Périphérie de Paris pour l'Électricité et les Réseaux de Communication (SIPPEREC) – Année 2017.	14
→ 10. Rapport d'activité du Syndicat du chauffage urbain Choisy-Vitry (SICUCV) – Année 2017.....	14
→ 11. Approbation de la convention d'objectifs avec l'association CLUSTER EAUX MILIEUX SOLS.	14
→ 12. ZAC du Port, rétrocession par le syndicat des copropriétaires Louis Luc au profit de la ville de Choisy-le-Roi des parcelles M266 et M264.....	16
→ 13. ZAC du Port, rétrocession par Natixis au profit de la Ville des parcelles AB 93 96 98.....	16

→ 14. Garantie d'emprunt pour l'aménagement de la ZAC du Port à Choisy-le-Roi – Prêt Crédit Coopératif de 4 500 000 € et prêt Arkea de 4 500 000 €.	16
→ 15. Quartier Sud : Enfouissement des lignes à haute tension – Autorisation de signer la convention de travaux et de financement Phase 2.	18
→ 16. Signature d'un bail emphytéotique administratif avec Batigère pour la construction d'une résidence pour femmes en rupture d'hébergement.	19
→ 17. Approbation de l'adhésion de l'EPT Grand Orly Seine Bièvre au SAF du Val-de-Marne.	21
DÉVELOPPEMENT DURABLE	21
→ 18. Zones à Faibles Émissions – ZFE.	21
VIE INTERNATIONNALE	29
→ 19. Attribution d'un fonds de solidarité pour la reconstruction et la réhabilitation de la ville de BEIRA au MOZAMBIQUE.	29
→ 20. Attribution d'un don à SOLIDARITÉ LAÏQUE suite aux attaques terroristes du 21 avril 2019 au SRI LANKA.	31
→ 21. Attribution d'un fonds d'urgence au Secours Populaire français suite au cyclone qui a dévasté l'archipel des Comores.	32
RESSOURCES HUMAINES	32
→ 22. Modification du tableau des effectifs du personnel communal.	32
ADMINISTRATION GÉNÉRALE	32
→ 23. Approbation de la convention de partenariat entre la commune de Choisy-le-Roi et l'association TCM-91 Team Cycliste Morangis pour l'organisation du critérium cycliste le 5 août 2019.	32
→ 24. Approbation du montant annuel d'indemnité perçu par le représentant de la commune siégeant au Conseil d'administration de la société d'économie mixte SADEV 94.	33
→ 25. Compte rendu des décisions L-2122-22 du Code général des Collectivités territoriales.	35
QUESTIONS DIVERSES	35

La séance est ouverte à 19 h 36 sous la présidence de M. Didier GUILLAUME, Maire de Choisy-le-Roi.

M. le Maire : Mes chers collègues, je propose que nous puissions démarrer ce Conseil municipal. Vous avez été, les uns et les autres, convoqués dans les formes légales en séance pour ce Conseil.

→ Désignation du secrétaire de séance

M. le Maire : Conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales nous avons à désigner un ou une secrétaire de séance. Ordinairement, vous savez que nous avons l'habitude de demander à la plus jeune d'entre nous, mais Vanessa, apparemment, n'est pas présente. Je vais proposer à Moustapha Thiam de bien vouloir assumer cette grande responsabilité. C'est avec plaisir ? Je vous remercie, nous adoptons donc.

(M. Moustapha Thiam est désigné à l'unanimité secrétaire de séance.)

M. le Maire : Je passe la parole pour la première fois à M^{me} Leclère, Directrice générale des services puisque c'est son premier Conseil municipal depuis son arrivée dans notre collectivité.

(M^{me} Anne-Sophie Leclère procède à l'appel.)

→ Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 27 mars 2019

M. le Maire : Vous avez reçu les uns et les autres le procès-verbal de la séance du 27 mars 2019, avec cette convocation. Y a-t-il des observations sur ce procès-verbal ? Sachant que les intervenants ont eu la possibilité de faire leurs remarques. Pas d'observations, nous adoptons, merci bien.

Vous avez entendu lors de l'appel nominal qu'un nouveau membre avait rejoint notre Conseil municipal. En effet, j'ai reçu une lettre de Christophe Neuville nous informant de son désir de ne plus siéger pour des raisons personnelles et professionnelles. J'ai donc accepté sa démission et transmis l'information aux autorités préfectorales. Dans le principe même de toute collectivité territoriale, c'est l'ordre du tableau qui s'impose. Ainsi, j'ai demandé à Émilienne Ditopé-Lindoumé si elle souhaitait venir siéger au sein de notre instance. Ce qu'elle a accepté et je l'en remercie. Jusqu'à la fin du mandat, elle sera notre collègue dans cette instance. Merci, Émilienne, d'être parmi nous pour ce premier Conseil municipal.

Vous avez reçu les uns et les autres l'ordre du jour. Je tiens à vous signaler un retrait par rapport à l'ordre du jour qui a été présenté à la conférence des Présidents, à savoir, la convention de mise à disposition des personnels concernant le Théâtre Cinéma Paul Éluard. Cette délibération passera en juin puisque quelques détails restent à régler.

Vous avez aussi sur table deux documents. Un contrat de prêt relatif à la garantie d'emprunt sur l'aménagement de la ZAC du Port et une plaquette du SEDIF qui présente un chantier, nommé chantier d'exception, qui est celui des travaux du tramway T9 que nous vivons au quotidien. *Nous notons l'arrivée de Chantal Grasset-Prian et de Malika Benkahla.* Cette plaquette du SEDIF présente l'ensemble des travaux du T9, sur l'ensemble du trajet, montrant une partie de la technicité concernant le dévoiement de réseau de la distribution d'eau potable.

Avant d'aborder l'ordre du jour de ce Conseil, trois points d'actualité. D'abord, je souhaiterais vous demander pendant ce Conseil d'avoir une pensée pour les deux soldats tombés pour la France lors de l'opération de sauvetage des quatre otages au Burkina Faso ainsi que pour

leurs familles. Également, une pensée pour Bernard Cervini, ancien Président de l'AVECC, qui vient de nous quitter. Bernard était un grand défenseur du commerce de proximité, comme beaucoup ici. Il souhaitait dynamiser l'activité commerciale de notre ville. Une personne, de fait, avec qui nous pouvions les uns et les autres avoir un certain nombre de divergences, c'est cela la démocratie, mais c'était avant tout un homme qui s'engageait à sa manière et selon ses convictions. Il s'engageait pour Choisy-le-Roi et c'est pourquoi je vous demande aussi d'avoir une pensée pour lui et ses proches.

Vous le savez, il y a quelque temps, sur l'ensemble du territoire et surtout nationalement, nous avons appris la possible fermeture de la ligne ferroviaire de Rungis-Perpignan. Vendredi dernier, le cabinet de la ministre des Transports a enfin réuni l'ensemble des acteurs concernés par cette ligne ferroviaire. Avec le ministre ont été réunis les collectivités, les transporteurs, la SNCF, principal acteur de l'opération, mais aussi la SEMMARIS et le marché de Perpignan–Saint-Charles. Il semblerait, suite à cette réunion, que l'arrêt de l'activité du train avait déjà été acté, et ceci depuis un certain temps, depuis juillet, sans que pour autant l'ensemble des partenaires en aient été informés, voire consultés. C'est une drôle de stratégie de fonctionner de cette manière-là, à la fois de la SNCF, mais aussi du ministère. Ceci étant, suite à la réunion de vendredi une solution alternative, avant l'échéance fatidique de fin juin, a été annoncée. Une solution que nous pouvons définir comme intermédiaire même si elle n'est pas satisfaisante. Il s'agirait de mettre en service une liaison ferroviaire de transport combinée entre Perpignan et Valenton. Faute d'une autre solution ferroviaire immédiate.

Il faut que vous sachiez qu'avec l'ensemble des autres maires du Grand-Orly Seine Bièvre, toutes tendances politiques confondues, et aussi avec les élus du département, bien évidemment nous serons très vigilants à la fois sur cette solution intermédiaire, aussi, et surtout sur les suites, car notre position reste unanime pour exiger le rétablissement de liaisons directes entre Perpignan et le MIN de Rungis.

Tout à l'heure, nous évoquerons la question de la ZFE, mais je considère qu'il ne peut être question à l'avenir que 80 camions puissent traverser les routes de notre département tous les jours, qu'ils circulent dans nos communes. Ce serait un danger sanitaire, écologique, social et économique. Je pense que nous aurons d'autres occasions de parler de cette situation au sein de ce Conseil. Bien évidemment, j'attends la position du Conseil territorial de la semaine prochaine, afin de savoir si la position de ce Conseil territorial est commune, mais aussi, de l'ensemble des maires, pour une suite à donner à cette opération.

Enfin, la dernière question d'actualité, avant d'entamer notre ordre du jour, c'est une déclaration concernant la loi Blanquer. Le projet de loi sur l'éducation peut paraître séduisant si nous nous attardons sur le nom qui lui est donné, à savoir, pour une école de la confiance. Mais derrière ce mot se cache pourtant une nouvelle volonté du gouvernement en place de creuser un peu plus les inégalités, de précariser un secteur aussi important, essentiel, central qu'est l'Éducation nationale. Vous avez pu voir que partout en France les mobilisations des enseignants, des parents d'élèves se font toujours plus nombreuses et Choisy-le-Roi n'échappe pas à cela. Nous avons eu des occupations d'écoles, des grèves des enseignants, une opération importante dans nos écoles : la nuit des écoles. Tous les moyens sont utilisés pour faire entendre ce mécontentement. Il s'agit bien d'une école toujours plus inégalitaire que nous prépare le ministre Blanquer. Les fondations de l'école républicaine sont, par une partie du texte, remises en cause. Notamment, la possibilité de regrouper les groupes scolaires et les collèges qui serait une déshumanisation du rapport proche et précieux des Directeurs d'école, même si cette partie-là du texte a été retirée lors de la lecture au Sénat. Soyons vigilants. Je vois Frédéric Tisler qui opine de la tête. Vigilance notamment sur les modifications qui ont été apportées pouvant durcir par d'autres biais le texte, mais la navette avec le Parlement est toujours d'actualité donc nous devons être

vigilants et préserver les fonctions spécifiques qui sont celles de Directeur d'école. Cela est contraire aux revendications d'une majorité des Français qui demandent davantage de décentralisation et plus de proximité. Le gouvernement veut mettre les enfants face à du personnel, aussi, ce qui est bien, mais du personnel moins préparé, moins diplômé n'ayant pas le statut de la fonction publique et qui pourrait avoir des missions dites « pédagogiques ». Qu'est-ce qui se cache derrière ces termes ? L'urgence n'est pas une nouvelle précarisation, l'urgence est d'avoir une reconnaissance du rôle des enseignants et la création de davantage de postes répondant aux évolutions des effectifs et au dédoublement. Je rappelle, sur cette question-là, qu'à l'heure actuelle les transferts de charge de l'État aux collectivités ne sont pas compensés financièrement. Je prends pour exemple les dédoublements de classes qui coûtent aux municipalités sans contreparties du gouvernement. Face à cette proposition de loi, actuellement en discussion, nous réaffirmons notre soutien au corps enseignant, au personnel et aux parents d'élèves qui réagissent fortement contre cette dernière. Nous ne voulons donc pas de cette école de la confiance qui prône plus l'inégalité territoriale, la précarisation des statuts, l'individualisation de l'enseignement. Une véritable école de la confiance devrait être celle qui favorise plus de moyens pour l'enseignement, moyens humains d'abord et également moyens financiers et ceci notamment pour les collectivités territoriales. Nous voulons une école de la proximité, de la démocratie, de l'égalité qui offre les meilleurs moyens de réussite à l'ensemble des enfants, sans condition d'origine sociale. Monsieur Panetta.

M. Panetta : Pourrions-nous dire un mot sur cette fameuse loi Blanquer ? Notre appréciation, très rapidement ?

M. le Maire : Je vous en prie, allez-y.

M. Panetta : Je partage certaines contestations vis-à-vis de cette loi. Notamment, le fait qu'un établissement ne puisse plus avoir son Directeur ou sa Directrice propre. Cependant, il ne faut pas oublier non plus d'où nous venons c'est-à-dire que nous avons connu cette même colère lorsque, pour les étudiants, il s'agissait de tirer au sort leur dossier. Ainsi, la contestation je suis d'accord, mais il faut aussi des propositions, or, pour l'instant, personne n'a trouvé une solution pouvant contenter tout le monde.

Parallèlement, j'en profite pour dire que nous avons un excellent lycée à Choisy-le-Roi avec une section d'ébénisterie, qui est reconnue au-delà de Choisy-le-Roi. Il est dit qu'au niveau des orientations, des progrès sont à faire, qu'il faut appuyer l'apprentissage. Dans cette section ébénisterie, 15 élèves étaient inscrits la première année, elle se retrouve maintenant avec 5 élèves en seconde année et avec le risque de voir le collège fermé. J'ai alerté M^{me} Valérie Péresse à la Région et ils vont voir ce qu'ils peuvent faire pour aider ce lycée.

Vous voyez, c'est juste pour illustrer que la situation n'est pas simple, beaucoup se précipitent et font des demandes sur des spécialisations qui, vraisemblablement, ne déboucheront pas sur des emplois. Ou bien, le secteur est bouché et à côté de cela, nous avons des sections qui risquent de fermer, parce qu'il n'y a pas de demandes. Est-ce une méconnaissance ? Pourtant l'ébénisterie c'est plus qu'un métier, c'est de l'art, c'est magnifique. Je ne sais pas si vous avez visité ce lycée et si vous savez de quoi sont capables les élèves, avec l'aide de professeurs qui sont tous d'anciens compagnons. C'est quelque chose qui me tient à cœur et j'espère que si quelque chose est à faire pour sauver cette filière, nous serons tous unis là-dessus, merci.

M. le Maire : Le lycée auquel M. Panetta fait référence, c'est le lycée Jacques Brel et je vous invite les uns et les autres à être très attentifs lors des journées portes ouvertes parce qu'en effet, la section menuiserie ébénisterie est accompagnée de très grands professionnels. Ils font des choses exceptionnelles. Je ne sais pas où ils en sont sur un des buffets Louis XV,

pour faire référence à l'histoire et à la mémoire de Choisy-le-Roi. Ils devaient travailler aussi sur la fameuse table volante, mais je ne sais pas où en est ce projet. C'était en réflexion, ce qui montre aussi la grande expertise du corps enseignant dans ce domaine.

Voilà pour cette déclaration de la majorité que nous souhaitons faire solennellement suite aux situations d'actualité. Je vous propose maintenant que nous abordions l'ordre du jour de notre Conseil municipal qui nous appelle à 26 délibérations.

HABITAT

→ 1. Garantie d'emprunt accordée à l'Entreprise sociale pour l'habitat (ESH) Immobilière 3F pour la construction de 107 logements locatifs intermédiaires, situés dans l'opération d'aménagement de la Fonderie fine.

M. le Maire : Les premières concernent les sujets liés à l'habitat et notamment deux garanties d'emprunt. Je pense qu'elles ont été vues à la Commission et cela n'a pas posé de problème. Y a-t-il des demandes d'explications pour la première garantie d'emprunt ? Des remarques sur le sujet ? Je n'en vois pas, nous passons au vote. Adoptée, je vous remercie.

La délibération n°1 est adoptée à l'unanimité.

→ 2. Garantie d'emprunt accordée à l'entreprise sociale pour l'habitat (ESH) ESPACIL HABITAT pour la construction de 244 logements étudiants 171 PLS et 73 PLUS, situés dans l'opération d'aménagement de la Fonderie fine.

M. le Maire : 171 PLS, c'est du haut de gamme, Monsieur Gabriel Roche. Des remarques sur cette démarche ? M. Panetta.

M. Panetta : Monsieur le Maire, chers collègues, bonsoir. Nous allons voter cette délibération, mais avec une précision, comme nous l'avons déjà fait lorsqu'il s'est agi de logements étudiants. Trop souvent par le passé ces logements étudiants se sont transformés en logements tout court. D'ailleurs, nous attendons un état des lieux de la première résidence étudiante qui se situe aux Gondoles, puisqu'il nous a été rapporté qu'elle est passée pour 60 % en logements. Sans plus aucun étudiant, des corrections devaient être apportées et votre majorité, M. Roche, s'en occupait. Nous voudrions donc avoir un état de l'avancement de ce qu'il s'y passe. Je pense que vous avez pris des mesures, une sécurisation pour que ces logements soient réellement affectés aux étudiants. C'est une précision que nous voulons apporter et nous reviendrons dessus, nous essaierons de voir si c'est réellement le cas. Avez-vous déjà pensé à une sécurité pour vous assurer que ce sont bien des étudiants qui occupent ces logements ?

M. le Maire : Merci Monsieur Panetta. Gabriel Roche pour la réponse.

M. Roche : Pour revenir sur la question de la reprise en main des Gondoles, comme je l'avais dit, nous ferons un état des lieux à l'automne, parce que cela met du temps. Là, nous sommes avec un autre groupe. Il s'agissait vraiment d'une défaillance de gestion, un éloignement, tout un problème de regroupement, de rachat, etc... Là, nous avons affaire à Espacil beaucoup plus structuré, qui est dans un réseau partenarial pour justement travailler les entrées et les sorties. Nous ne sommes pas du tout dans la même configuration. Pour Monsieur le Maire, qui m'a dit que nous faisons des logements de luxe, vous avez vu que nous trouvons une grande diversité, notamment des colocations sur des T5. C'est aussi une autre manière d'introduire un dynamisme et une diversité dans les offres. Évidemment, nous devons faire des évaluations, comme tout actionnaire nous aurons des rapports annuels et

ainsi de suite. Nous ne sommes pas du tout dans la même dynamique ni dans le même travail partenarial. Merci.

M. le Maire : Une demande de parole de M^{me} Baron.

M^{me} Baron : Bonsoir, Monsieur le Maire, chers collègues. Je voulais revenir sur une phrase que vous aviez notée pour cette première délibération. Pour la deuxième, c'est la même chose puisque c'est aussi dans l'espace de l'ancienne Fonderie fine. Vous avez écrit que le projet intègre pleinement les objectifs de développement durable. « Pleinement », je dois dire que ce n'est pas tout à fait vrai, car sur la dépollution d'un site, c'est la directive qui pose le principe reconnu par la législation européenne, il y a une impossibilité d'atteindre des sols à un niveau 0 de pollution. Tendre à une dépollution qui éviterait trop de danger pour l'homme et l'environnement, dans ce cadre-là, un site qui reste quand même pollué par le fait que la pollution remonte par les racines des arbres plantés aux alentours. Donc l'objectif ne peut être pleinement atteint ! De plus, c'est un site qui génère pas mal de problèmes, c'est un secteur densifié et cela génère beaucoup de circulation. Je voulais juste signaler que ce site est assez délicat tant au niveau pollution qu'au niveau sonore.

M. le Maire : Dans son histoire ce site était délicat du fait de cette pollution qu'il y avait et du fait de l'histoire industrielle. Or, cette histoire industrielle a fait en sorte qu'un certain nombre d'ouvrières et d'ouvriers Choisyens puissent faire vivre leur famille. Nous pensons ici à toutes les femmes, les 350 salariées de l'entreprise Prestil, qui faisaient les fermetures éclair, ici, à Choisy-le-Roi, et après la Fonderie. Ceci étant, le travail qui a été fait, je relève que vous intervenez sur le terme pleinement. Ce qui m'intéresse, moi, et qui devrait intéresser tout le monde, c'est la manière dont nous avons travaillé avec le groupe Vinci et Ginkgo. Le travail de dépollution a été fait sur place avec une technicité reconnue sur le plan européen, et c'est pour cela qu'ils ont été retenus. Dans cette démarche de dépollution sachant que de fait c'était un site pollué, des spécialistes de cette question-là sont intervenus sur le site. Je trouve que le choix qu'avait fait Vinci-Ginkgo à l'époque doit être reconnu même si ce lieu n'est pas une ZAC d'État ni une ZAC d'aménagement de SADEV, ou autre, puisque c'est un lieu complètement privé. Je trouve que nous avons à reconnaître la technicité de ces entreprises, parce que ce qu'elles ont fait, elles l'ont fait pour le bien de ceux qui vont y habiter et pour l'ensemble des habitants du quartier.

Je pense que la question de développement durable s'inscrit à la fois dans le travail préparatoire qui a été fait, mais aussi dans tout le travail qui a été fait sur le bâti en termes d'économies d'énergie, de bâtiments positifs, d'énergie positive. C'est en ce sens-là que je considère que le travail est fait de très bonne façon. Nous revenons au vote. Nous adoptons et je retiens aussi l'idée qu'il est important de faire un point sur la résidence des Gondoles et d'être attentif sur cette démarche de suivi.

La délibération n°2 est adoptée à l'unanimité.

TARIFICATION

→ 3. **Modification de la tarification annexée au PASAM à compter du 1^{er} septembre 2019.**

M. le Maire : Cela a été vu en commission. Vous savez que le PASAM c'est le pass pour l'accès solidaire aux activités municipales. Autrement dit, le quotient familial. Y a-t-il eu des remarques en commission ? Je n'en vois pas. M. Briennon.

M. Briennon : Monsieur le Maire, chers collègues. Je vais reporter une remarque faite en commission sur cette délibération-là. La rédaction de la délibération fait référence à une délibération datant de décembre 2017 et mentionne dans son corps une augmentation des

tarifs de 2 %, ce qui n'est pas le cas. Par rapport à cette délibération 2017, l'augmentation est plutôt de 4 % même si elle l'est par rapport à une délibération complémentaire qui a été passée, de mémoire, sur le premier semestre 2018. Ainsi, une certaine incohérence entre le référentiel qui est donné d'une part et le pourcentage d'augmentation qui est donné par ailleurs. Je voudrais aussi attirer l'attention de tout le monde sur le fait que sur les points mis en avant dans cette délibération, à savoir le forfait mensuel d'accueil occasionnel et l'harmonisation des différents forfaits, marque une évolution importante qui est une augmentation très significative, dont je veux bien entendre qu'elle est liée au NAP, pour le mercredi. Je voudrais avoir des précisions sur ces différents sujets-là.

M. le Maire : Merci, Monsieur Briennon, pour votre question qui était, de fait, posée en Commission. Je confirme que l'ensemble des tarifs présentés en délibération correspondent bien à une augmentation de 2 % par rapport au tarif d'activité 2018-2019. Pour vous re préciser les choses, je laisse la parole à olivier Panzani, Directeur général adjoint des services.

M. Panzani : Effectivement, lors de la Commission nous avons examiné cette remarque. L'ensemble des tarifs se basent sur une délibération du Conseil municipal. Non pas de décembre, mais du 23 mai 2018 qui est désormais la délibération qui s'applique pour l'ensemble de l'année scolaire 2018-2019. L'année scolaire en cours et qui courra jusqu'au 31 août 2019. 2 % d'augmentation, cela a été vérifié et je pense que les membres de la Commission ayant fait cette remarque se sont basés sur une délibération en cours d'année, datant de mars 2019, qui approuvait uniquement le tarif de la carte jeune Choisyen, qui a été intégré dans l'année.

En revanche, une erreur a été remarquée en termes de correspondance de tarifs. Le tarif de cette carte jeune a été intégré dans la délibération tarifaire qui datait de l'année n-1. Ainsi, si les élus sont repartis de cette dernière délibération tarifaire, effectivement, nous arrivions à une évolution du tarif à 4 % et non pas 2 % comme indiqué dans la notice accompagnant ce projet de délibération. Cependant, après vérification, nous sommes bien sur une délibération tarifaire en cours et qui est applicable jusqu'au 31 août. D'un point de vue juridique nous n'avons aucun problème, en revanche, que dans les documents d'information du Conseil, le tarif indiqué était le tarif de l'année précédente et non pas le tarif de l'année en cours indiqués dans la délibération. Je rappelle que cette dernière portait uniquement sur l'approbation du tarif de la carte jeune Choisyen. Il ne s'agissait pas d'une nouvelle délibération sur les tarifs.

M. le Maire : Merci pour ces explications. J'ai deux demandes de prise de parole. Je redonne la parole à M. Briennon et après, Françoise Juhel.

M. Briennon : Je partage complètement l'explication que vous avez donnée pendant la Commission et à l'issue de celle-ci. Néanmoins, je redis ici que le projet de délibération fait référence dans sa rédaction à une délibération du 20 décembre 2017 en indiquant dans le corps de la délibération que le tarif augmente de 2 %. Ces deux éléments mis l'un à côté de l'autre ne sont pas cohérents. Soit vous changez la délibération en indiquant la bonne délibération, celle de mai 2018, et je n'ai pas de souci par rapport à cela, soit vous indiquez que cela augmente de 4 %. Vous ne laissez pas la délibération dans cette situation-là. Mon point de vue est juste là-dessus, après j'ai entendu et compris vos explications et je vous en remercie.

M. le Maire : Ce que dit Jean-Marc Briennon est important. La référence est-elle faite dans la notice ou dans la délibération ? Si c'est dans la notice, ce n'est pas grave par contre, si c'est dans la délibération, c'est différent. Pouvons-nous vérifier ? Je propose que nous

reportions et nous la repasserons en Conseil municipal de juin. Cela ne pose pas de problème.

M^{me} Leclere : La délibération qui est visée est celle du 20 décembre 2017 donc, qui est celle instaurant le PASAM.

M. Panzani : C'est la première délibération qui a instauré le PASAM, c'est celle-ci qui est en référence pour le PASAM et pour tous les tarifs qui s'inscriront désormais dans le PASAM.

M^{me} Leclere : La délibération vise la bonne délibération antérieure, du 20 décembre 2017.

M. le Maire : Cela signifie qu'il n'y a pas de sujet.

M^{me} Leclere : Je pense qu'une mauvaise référence devait être dans la notice.

M. le Maire : La délibération de décembre 2017 est une délibération en effet-cadre. Elle donne les axes globaux du PASAM puisque nous avons changé les dispositifs à l'époque. Nous pouvons donc passer aux voix. Avant cela, Françoise Juhel.

M^{me} Juhel : Je voulais attirer l'attention des membres du Conseil sur la modification de la tarification des accueils. Cela est important pour les familles et pour les Directions d'écoles. Jusqu'à présent, nous avons une différence entre le fonctionnement des maternelles, des écoles élémentaires et, aussi, si nous étions inscrits à l'accueil en école élémentaire, nous payions obligatoirement le forfait. De fait, certains parents hésitaient à s'inscrire, car s'ils en avaient un usage exceptionnel c'était quelque chose de lourd pour eux. Là, nous tenons compte à la fois du mode de vie des familles, des contraintes professionnelles, des problèmes de transport et du fait qu'il arrive à des parents d'être en retard de manière exceptionnelle. Ces retards obligent les Directeurs, chaque soir, à rester pour un enfant ou deux. Ainsi, ils souhaiteraient s'alléger un peu la vie en confiant ces enfants retardataires au personnel de l'accueil. Nous avons donc assoupli notre politique tarifaire. Les parents peuvent inscrire à partir d'aujourd'hui, si vous votez la délibération, leurs enfants à l'accueil et ne paieront rien s'ils ne l'utilisent pas. Ils paieront 40 % du forfait s'ils en ont un usage d'une à six fois et ils paieront le forfait s'ils dépassent les six fois. C'est-à-dire que nous leur permettons de s'inscrire et d'avoir une sécurité, parce que nous avons tous été des parents un peu angoissés entre le RER, les embouteillages, etc. Cette modification est, je pense, très importante pour la vie des familles et la vie des Directeurs d'école.

M. le Maire : Merci. Madame Baron.

M^{me} Baron : Ce que vous dites, Madame Juhel, c'est très bien, parce que cela a été demandé par les familles, l'assouplissement de l'accueil, donc c'est une bonne chose. Par contre, nous trouvons tout de même que les 2 % d'augmentation, c'est un peu élevé. En effet, la population s'est appauvrie et les Choisyens sont très taxés alors que l'inflation moyenne a été de 1,85 %. Nous, nous allons nous abstenir.

M. le Maire : Bien, d'autres demandes d'intervention ? Nous passons au vote.

La délibération n°3 est adoptée à la majorité (2 abstentions).

→ 4. Tarifs des concessions dans le cimetière communal à compter du 1^{er} juillet 2019.

M^{me} Arnaud : Vous savez que depuis 2009, depuis 10 ans, le Conseil municipal revalorise chaque année le tarif des concessions funéraires avec application au 1^{er} juillet. Il vous est proposé de procéder comme d'habitude à cette augmentation de 2 % avec application au 1^{er}

juillet 2019 donc, et de délibérer ce soir à l'approbation de ces nouveaux tarifs tels qu'ils figurent dans la notice. Je vous remercie.

M. le Maire : Merci, besoin d'explications ? Monsieur Panetta.

M. Panetta : Non, ce n'est pas pour une explication, mais il est vrai que lorsque cette question arrive au Conseil municipal, je ne sais pas si c'est par superstition, nous passons vite à autre chose, nous ne nous étendons pas trop dessus. J'aurais une question à poser. J'entends de plus en plus que d'ici 15, 20 ans l'incinération sera obligatoire du fait que nous allons manquer de place. C'est vrai, nous n'allons pas ironiser là-dessus, il y a une crise du logement, mais malheureusement dans les cimetières, c'est la même chose. Sur Choisy-le-Roi, quelle est la situation de notre cimetière ? Avons-nous des réserves, est-ce que, à terme, un problème peut se poser ? Effectivement, nous avons tous des proches qui arrivent à un certain âge. Il est déjà arrivé que des familles me disent qu'elles avaient eu des difficultés à se faire enterrer à Choisy-le-Roi, à un moment c'était tendu. Je profite de cette délibération pour avoir un éclairage sur cette question qui est, somme toute, importante. D'une dimension humaniste qui n'échappe à personne, merci.

M. le Maire : Oui, Monsieur Panetta, c'est vrai et je l'avoue lorsqu'il y a le rapport d'activité du SIFUREP, je passe très rapidement. Pour répondre à votre question, Anne-Marie Arnaud va prendre la parole, mais je sais que des reprises de concessions se font régulièrement et que nous avons encore de la place.

M^{me} Arnaud : Oui, il y a beaucoup de reprises de concessions. Un travail extrêmement important est fait au niveau du cimetière et il n'y a strictement aucun problème de place dans notre cimetière pour les années à venir, même si nous suivons cela extrêmement attentivement. De plus, nous avons éventuellement bien examiné cette situation. Aujourd'hui, nous n'avons aucun problème de place sur notre cimetière. Pendant que j'y suis, certains s'étaient posé la question, en ce qui concerne l'augmentation depuis dix ans de 2 %, je voudrais simplement dire que nous restons très en dessous de la moyenne d'augmentation départementale. Il a été réalisé une enquête tarifaire par SIFUREP en 2018 et nous sommes bien au-dessous des tarifs pratiqués au niveau départemental, bien sûr j'ai des moyennes. Je vous remercie.

M. le Maire : Je tiens à remercier, devant le Conseil municipal rassemblé, le travail de l'équipe, les conservateurs du cimetière. Je ne sais pas si vous vous en rappelez, mais en début de mandat nous avons vécu un été extrêmement difficile. C'était un été chaud et beaucoup de problèmes ont vu le jour sur le cimetière. Aujourd'hui, le travail qui a été fait de reprise de l'ensemble des allées est un travail exceptionnel et il faut fortement remercier le travail de l'équipe sous l'impulsion et les orientations politiques que nous avons pu leur donner. Nous passons au vote.

La délibération n°4 est adoptée à la majorité (2 abstentions).

→ 5. Tarification et modalités de paiement des « séjours familles » - Centres sociaux.

M. le Maire : Je crois savoir que Catherine Despres souhaite nous en dire un peu plus sur ce point.

M^{me} Despres : Tout à fait. Sur ces objectifs, vous les avez sur la notice explicative je n'y vais pas les développer. Par contre, l'action est coordonnée par l'espace Langevin et mise en œuvre en partenariat avec l'espace Mouloudji. Vous savez maintenant que le centre Mouloudji est un centre social c'est pour cela que les actions sont coordonnées entre les deux. Il y aura un cofinancement de la CAF ainsi que de la politique de la ville et de la fédération des centres sociaux dans le cadre d'un dispositif national d'aide aux familles. Les

familles bénéficiant d'un quotient inférieur à 900 euros sont des familles monoparentales ou qui nécessitent un accompagnement à la parentalité. Deux types de séjours sont proposés. Un séjour autonome ou un séjour accompagné. Sur le séjour accompagné, c'est une grande première, il se déroulera à Morillon sur la période estivale. Une dizaine de familles choisyennes sont concernées. Vous avez trois barèmes. Le premier barème est le pourcentage du coût des séjours payés par les familles qui sera de 15 %, le deuxième de 25 % et le troisième de 35 %.

M. le Maire : Merci, Madame Despres, pour ces explications. Pour ceux qui n'avaient pas lu la notice, cela leur permet d'avoir les éléments en tête. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Nous passons aux voix.

La délibération n°5 est adoptée à l'unanimité.

DÉVELOPPEMENT LOCAL CITOYENNETÉ

→ 6. Répartition de la subvention aux associations locales pour la location d'un transport collectif – 2^e répartition.

M. le Maire : Nous en avons l'habitude maintenant. Quasiment à chaque Conseil municipal il s'agit de la répartition des subventions aux associations pour la location de cars. C'est le deuxième versement. Là aussi, pas de réaction en Commission. Nous passons directement au vote.

La délibération n°6 est adoptée à l'unanimité.

CULTURE

→ 7. Attribution d'une subvention d'un montant de 1000 € au Musée de la résistance Nationale (MNR) dans le cadre de sa restructuration.

M. le Maire : Là aussi, y a-t-il des demandes d'explications ? Monsieur Panetta.

M. Panetta : Nous allons voter cette résolution, mais j'en profite, puisque nous sommes sur le point de la culture et qu'une délibération sur le cinéma théâtre Paul Éluard a été retirée, pour en parler tout de même. C'est pour donner une information et comme ce Conseil municipal est extraordinairement sympathique et dans le calme, c'est juste une remarque.

M. le Maire : Nous allons aller jusqu'à la fin comme cela, Monsieur Panetta. Ne pas créer ce qui ne doit pas être créé.

M. Panetta : Cela dépend de vos troupes, il faut les tenir. Nous, en général, nous sommes calmes.

M. le Maire : Puis-je vous faire la même consigne ?

M. Panetta : Aucun souci. Simplement pour dire, très sérieusement, que le Conseil d'administration du cinéma Paul Éluard s'est tenu et que nous avons eu le compte administratif. Nous sortons avec un très bon bénéfice, mais grâce, et cela a été souligné lors de ce compte rendu, au CICE, à une nouvelle manière de le calculer. Cela nous a rapporté 15 000 euros de plus nous permettant ainsi de sortir un compte administratif en bénéfice. Ceci pour vous dire que le CICE, tant décrié, rend bien des services aux PME, aux commerçants et même, au Cinéma Théâtre de la ville. C'est juste une information importante, merci.

M. le Maire : Une information qui peut créer polémique, parce que vous pouvez le prendre de ce point de vue. Pour moi, le CICE, si nous sommes sur les grandes entreprises, je demande toujours, au même titre que d'autres qui partagent mes options politiques, qu'il y ait une évaluation de l'utilisation du CICE. Là, nous pouvons avoir une évaluation locale, de fait, à travers le retour Paul Éluard. Cependant, j'ai bien peur que ce soit une petite goutte d'eau dans l'océan des bénéfices des entreprises qui ont bénéficié du CICE.

Nous revenons à la délibération, mais ce sera un sujet intéressant à débattre or, nous avons autre chose à faire ce soir. Nous revenons à la délibération pour le Musée de la Résistance Nationale. Y a-t-il d'autres remarques ? Nous votons.

La délibération n°7 est adoptée à l'unanimité.

M. le Maire : Je pense que ce sera important que nous puissions les uns et les autres, lorsque ce nouveau musée sera ouvert, nous y rendre. Un certain nombre de Choisyens ont fait des dons pour participer à l'exposition permanente qui sera présente dans ce musée. Monsieur Panetta.

M. Panetta : Puisque nous parlons de musée, même si ce n'en est pas un, je veux faire mention d'une exposition. C'est pour donner une information aux collègues et au public. Il s'agit d'une excellente exposition sur les archives du Val-de-Marne à la maison des archives à Créteil avec de très belles affiches des années 1960. C'est très intéressant, j'invite tout le monde à s'y rendre, cela fait partie de notre histoire. L'avez-vous visitée, Monsieur le Maire ?

M. le Maire : Non, pas encore, mais comme vous vous transformez en VRP à la fois des services départementaux et du comité départemental du tourisme, c'est bien volontiers que je vais y aller. Je trouve que vous êtes très pertinent pour faire découvrir aux uns et aux autres la richesse de notre département.

M. Panetta : Des histoires ont été vécues dans ma jeunesse. C'est une autre histoire.

M. le Maire : Ceci explique cela. C'est bien, cela rythme le Conseil. Aurez-vous d'autres informations, des petites annonces ?

BÂTIMENT

→ 8. Rapport d'activité du Syndicat Intercommunal pour le Gaz et l'Électricité en Île-de-France (SIGEIF) – Année 2017.

M. le Maire : C'est Bernard qui est le représentant de la ville dans cette instance.

M. Athéa : Bonsoir. Très rapidement je voudrais juste rappeler deux chiffres qui concernent l'activité du SIGEIF. Rappeler que le SIGEIF, c'est 185 collectivités en région parisienne, c'est 5,5 millions d'habitants qui sont couverts et que Choisy-le-Roi y participe pour l'activité gaz. Pour l'électricité, nous participons au SIPPEREC. Un point important dans l'activité du SIGEIF concernant le développement des énergies renouvelables, puisqu'il travaille en concertation avec les autres grands syndicats de la région parisienne, SIPPEREC, GRDF, pour développer des projets de développement de la méthanisation et, également, des projets de production d'électricité photovoltaïque. Ceci, dans le cadre d'une société créée par le SIGEIF, SIGEIF mobilité, réunissant la Caisse des Dépôts, le SICTOM, GRDF, la Région Île-de-France permettant de lancer des actions très importantes en matière de développement des énergies renouvelables. Un rapport concernant la station de fourniture de gaz naturel pour véhicules à Bonneuil, réalisé l'année dernière. Une dizaine de stations sont prévues en région parisienne. Également, en cours de réalisation, un projet de ferme photovoltaïque à Marcoussis qui va permettre de développer en région parisienne la

production d'énergies renouvelables. Je voulais insister sur ce point, parce que c'est important, c'est la lutte contre le réchauffement climatique qui est menée par ce syndicat intercommunal et qui est très importante en région parisienne puisque nous savons que la région ne dispose pas de beaucoup de sources d'énergies renouvelables donc, SIGEIF s'efforce de travailler avec les autres syndicats pour développer ces sources d'énergies renouvelables. Je vous remercie.

M. le Maire : Merci, Monsieur Athéa. Monsieur Panetta.

M. Panetta : Je n'ai pas d'annonce, c'est toujours la même question que nous posons. Nous votons le fait que nous ayons reçu le rapport.

M. le Maire : C'est cela, nous prenons acte. Pas de problème ? Bien, même chose pour les deux rapports suivants.

→ 9. Rapport d'activité du Syndicat Intercommunal de la Périphérie de Paris pour l'Électricité et les Réseaux de Communication (SIPPEREC) – Année 2017.

M. le Maire : Le fameux SIPPEREC avec qui nous travaillons sur le réseau électrique et la rénovation de notre réseau électrique qui fonctionne de mieux en mieux, voire, quasiment totalement. Là aussi, en Commission il n'y a pas eu de réaction. Là aussi nous prenons acte.

→ 10. Rapport d'activité du Syndicat du chauffage urbain Choisy-Vitry (SICUCV) – Année 2017.

M. le Maire : De même, sur le SICUCV, pas de soucis, nous prenons acte. Je vous remercie. On passe à tous les sujets concernant la commission de travaux et urbanisme.

TRAVAUX – URBANISME

→ 11. Approbation de la convention d'objectifs avec l'association CLUSTER EAUX MILIEUX SOLS.

M. le Maire : Nous commençons par quelque chose d'important avec cette approbation de la convention d'objectifs avec l'association Cluster dont la ville de Choisy-le-Roi est instance fondatrice. Peut-être y a-t-il des éléments d'explications sur ce qu'est le Cluster, Patrice ?

M. Diguët : Je veux juste rappeler que le Cluster Eaux Milieux Sols a pour vocation de faire travailler ensemble les collectivités locales et territoriales, les entreprises, les instituts de recherche et de formation ainsi que les autres secteurs concernés sur la problématique de la pollution de l'eau, milieu et du sol. L'objectif est de favoriser le développement des entreprises, bien sûr, et les activités dans ce domaine. De réaliser des projets structurants et innovants dans le domaine sur le territoire de la Seine amont et de contribuer par son action dans le domaine, toujours Eaux Milieux Sols, à répondre aux enjeux de qualité de vie des habitants, d'emploi et d'attractivité du territoire.

Le budget prévisionnel de ce Cluster est de 250 000 euros. Nous sommes à fin 2018 à 95 adhérents et nous passerons le cap des 100 adhérents en 2019. Nous signons une convention avec la ville de Choisy-le-Roi pour travailler avec les services de la ville et le service du développement durable, notamment, et l'ANRU sur les deux sites qui nous préoccupent aujourd'hui. Le NPNRU des Navigateurs et la ZAC des Troènes. Vous avez dans la note bien précisé quelles sont les missions du Cluster par rapport à tout cela. Je ne sais pas si vous avez d'autres précisions complémentaires à demander.

Ce que je voulais vous demander, par contre, suite à la demande qui m'a été faite à la Commission, c'est que ceux qui souhaitent être informés systématiquement de toutes les initiatives du Cluster me le fassent savoir en m'envoyant un mail. C'est beaucoup plus simple comme cela vous serez également informés de toutes les initiatives. Il faut savoir que sur 2018, nous avons réalisé 14 initiatives, cela va très loin puisque nous sommes intervenus, y compris à la demande du maire de Saint-Maur, sur la problématique de l'eau. Nous sommes très diversifiés. Nous travaillons notamment avec les villes de Bonneuil, de Villeneuve-Saint-Georges, d'Antony. Nous allons là où, vraiment, il y a des questionnements sur la problématique de la pollution du sol, de l'eau et du milieu ambiant. Beaucoup de conférences sont organisées, beaucoup d'interventions et à chaque fois cela va de 10 personnes présentes jusqu'à des colloques où nous avons eu plus de 100 personnes, professionnels et personnes intéressées par les sujets développés. Si vous êtes intéressés, vous connaissez mon mail, faites le-moi savoir et vous serez informés systématiquement des initiatives du Cluster et de toute son actualité.

M. le Maire : Merci. Monsieur Panetta.

M. Panetta : Nous allons voter pour, ce sont de bonnes initiatives. Ce que je regrette, j'ai déjà eu l'occasion de le dire, c'est que nous avons entendu parler pendant 10, 12 ans du Cluster aux milieux sols, cela devait se traduire par des emplois à Choisy-le-Roi. Une installation à Choisy-le-Roi et avec l'avènement des territoires, nous n'avons rien eu. Sur ce coup-là, j'allais dire que nous n'avons pas été bons, mais nous ne sommes pas la majorité. Je trouve cela fort dommage, il devait y avoir des incubateurs d'entreprises, etc., c'est vrai que c'est Choisy-le-Roi qui a porté ce projet. Si, rappelez-vous les précédents Conseils du temps de M. Duvivier, mais lorsque le territoire est arrivé le cluster nous est passé sous le nez. Pourtant, vous n'avez que des amis sur le territoire donc, moi, je trouve cela fort dommage pour Choisy-le-Roi. Merci.

M. le Maire : Il pensait bénéficier de l'activité du Cluster avec des incubateurs d'entreprises, etc., et ce n'est pas sur Choisy-le-Roi.

M. Duguet : Ce ne sont pas des emplois Choisyens, effectivement, mais ce sont des emplois sur le territoire. Vous savez que cette compétence est une compétence territoriale et cela bénéficie à l'ensemble des entreprises qui sont sur le territoire. Dans ces entreprises, même si le siège n'est pas à Choisy-le-Roi, des Choisyens y travaillent.

M. le Maire : Monsieur Panetta, une réaction.

M. Panetta : Pour répondre rapidement, j'ai bien compris la problématique, c'est une compétence territoriale, mais depuis qu'il y a ce territoire, Choisy-le-Roi nous ne récoltons pas grand-chose alors qu'Ivry, Vitry ont beaucoup de choses à chaque fois en installations.

M. Duguet : Pas du tout.

M. Panetta : C'est très bien que cela fasse des emplois pour le territoire, mais il faut aussi que, de temps en temps, nous ayons des retombées concrètes sur Choisy-le-Roi avec des emplois sur Choisy-le-Roi. Moi, jusqu'à présent, tout ce que nous avons voté au territoire c'est souvent plus à l'avantage d'Ivry et de Vitry. Si je les cible c'est, parce qu'ils ont toujours ceci et cela, etc. Moi, j'attends que quelque chose arrive à Choisy-le-Roi. Je trouve même que c'est une injustice vis-à-vis du travail que votre majorité avait fait, puisqu'effectivement vous aviez porté le projet. Alors, oui, cela reste le territoire, c'est bien, mais Choisy-le-Roi c'est mieux.

M. Duguet : Je rappelle qu'un des vice-présidents de ce Cluster est le Directeur du développement de la société Artelia, qui est à Choisy-le-Roi, qui est venu s'installer sur notre

ville. Que la société Artelia et un des leaders mondiaux dans l'ingénierie des métiers de l'eau.

M. le Maire : Oui, ils interviennent dans 36 pays, notamment sur la construction de barrages hydrauliques, qui gère la maîtrise d'œuvre du Grand Paris Express. Bien, nous en étions sur le travail du Cluster. Madame Baron.

M^{me} Baron : Monsieur Diguët, vous dites que nous devons vous envoyer des mails pour demander un rapport, disons d'activité sur cette association. Le mieux serait que vous nous les envoyiez dès que quelque chose se fait, par exemple l'aménagement des berges, etc. À vous de nous le dire, parce que nous, nous ne pouvons pas à chaque fois nous dire que quelque chose a été fait. Vous nous envoyez directement, en tant qu'élus, un petit rapport d'activité à chaque réalisation ou une fois par an.

M. Diguët : Ce n'est pas cela l'idée. L'idée c'est de vous dire que des conférences sont organisées à tel endroit, à telle heure, si vous êtes intéressés par ces conférences. Je ne vais pas abreuver vos boîtes mail, je ne connais pas la vôtre d'ailleurs, les abreuver de documents si vous n'êtes pas intéressés par le sujet. M. Id Elouali m'a fait savoir qu'il était intéressé, que Nadia est intéressée, des membres de mon groupe sont très intéressés. Ensuite, je ne veux pas, moi, imposer quoi que ce soit. Si le sujet vous intéresse, j'ai bien noté que M. Panetta y était intéressé, il n'y a pas de souci, vous aurez donc toutes les initiatives organisées par le Cluster.

M. le Maire : Merci, Monsieur Diguët, pour ces explications. Nous passons donc au vote pour approuver cette convention.

La délibération n°11 est adoptée à l'unanimité.

→ 12. ZAC du Port, rétrocession par le syndicat des copropriétaires Louis Luc au profit de la ville de Choisy-le-Roi des parcelles M266 et M264.

M. le Maire : Cela n'a pas fait sujet en commission. Pas de problème ? Nous adoptons.

La délibération n°12 est adoptée à l'unanimité.

→ 13. ZAC du Port, rétrocession par Natixis au profit de la Ville des parcelles AB 93 96 98.

M. le Maire : Pas de problèmes ? Je vous remercie, nous adoptons.

La délibération n°13 est adoptée à l'unanimité.

→ 14. Garantie d'emprunt pour l'aménagement de la ZAC du Port à Choisy-le-Roi – Prêt Crédit Coopératif de 4 500 000 € et prêt Arkea de 4 500 000 €.

M. le Maire : Demandes d'explications ? Prises de parole ? Monsieur Boivin.

M. Boivin : Nous avons demandé en Commission pour quoi ce prêt et quels travaux. Quels travaux la SADEV allait faire avec cet argent.

M. le Maire : C'est une bonne question et nous allons vous répondre. Patrice Diguët.

M. Diguët : Il faut être très attentif, parce que c'est assez complexe comme réponse, je m'en excuse. Il faut partir de l'idée que lors du dernier compte rendu, le fameux CRACL que je vous ai présenté en novembre 2017 cela faisait état d'un déficit de trésorerie de

17 643 117 euros TTC. Je ne sais pas si cela vous parle. Dans les bilans que je fais tous les ans je vous fais état du déficit de la ZAC. Jusque-là, le déficit a été porté par la SADEV, sur ses fonds propres. Pour 2018, le déficit va en diminution, bien entendu, au fur et à mesure que nous avançons le déficit de l'opération diminue. Il nous reste encore un déficit. Maintenant, comme nous avons un projet signé avec un opérateur, la SADEV peut obtenir des emprunts, ce qu'elle ne pouvait pas faire avant, puisqu'elle n'avait pas de projets bien définis donc les banques ne pouvaient pas lui prêter de l'argent. Le fonctionnement de cette opération a été pris sur leurs fonds propres. Aujourd'hui, du fait de la signature avec la BNP du projet la SADEV peut emprunter auprès des deux banques mentionnées avec un emprunt de 4,5 millions à chaque fois. Cela, pour supporter le déficit de fonctionnement jusqu'en 2024.

Pour vous donner un aperçu de ce que sera le compte rendu de novembre 2019, qui fait état des résultats obtenus en 2018, la part déjà réalisée dans les dépenses va s'élever à 87 254 345 euros TTC alors qu'elle avait été de 86 945 141 euros TTC en 2017. Le total des dépenses prévues à fin 2018 passe à un peu plus de 90 millions alors qu'il était approuvé au CRACL à hauteur de 96 millions. Je crois une augmentation de 6 424 000. Je dis bien que ces dépenses de 6 millions c'est une augmentation des frais d'études, des dossiers d'impact, de réalisation, de concertation aussi des permis de construire, une augmentation des coûts de travaux, des provisions liées à la TRAPIL, notamment. Une augmentation des subventions sur les fonds de concours et une augmentation des frais financiers par la mise en place d'un emprunt et en lieu et place des fonds propres, ce que je viens de vous expliquer. Nous pouvons considérer que les dépenses sont liées jusqu'en 2024, extrapolées jusqu'à la fin de la concession de cette opération, entièrement financée par l'emprunt. Ensuite, le delta qui est environ de 7 % va permettre à la SADEV de prendre en compte les dépenses liées à la mise en place du projet de restructuration. Des travaux vont être réalisés par la TRAPIL, des coûts de travaux rendus nécessaires du fait de la rétrocession à la BNP Paris Immobiliers de tout un tas de fonciers. Ainsi, c'est ces travaux qui seront financés par l'emprunt.

M. le Maire : Ces explications intéressantes qui répondent à Bernard Boivin éveillent, de fait, des réactions. Jean-Marc Briennon.

M. Briennon : Nous parlons de 80 % de 9 millions de garanties d'emprunts en l'occurrence sur des déficits de trésorerie qui sont quand même essentiellement liés au retard qu'a pris la SADEV dans la réalisation du projet puisque *de facto* nous nous retrouvons confrontés à des déficits de trésorerie que vous évoquiez à l'instant. Ils procèdent directement de ces retards. Je ne comprends pas dans quelle mesure la ville de Choisy-le-Roi devrait se porter garante de ces emprunts. C'est un point qui est interne à la SADEV. Nous avons confié la ZAC du Port à la SADEV, pourquoi devrions-nous garantir maintenant cet emprunt ? À ce titre-là, nous allons nous abstenir.

M. le Maire : Monsieur Diguet.

M. Diguet : Pour préciser, quand même, que la SADEV ne pourra contracter ces emprunts et les banques ne pourront accorder ces emprunts à la SADEV que si la garantie est assurée par une collectivité locale. Sinon, la SADEV ne peut pas obtenir ce prêt. Ce n'est pas du tout un cadeau que nous leur faisons, c'est une nécessité objective.

M. le Maire : C'est pour la valorisation de la ville.

M. Diguet : Si nous ne faisons pas cela, ils ne peuvent pas obtenir d'emprunt. Les banques ne prêteront pas d'argent à la SADEV.

M. le Maire : Monsieur Roche.

M. Roche : Je voulais faire une petite observation. Je vois que pour la moitié des 9 millions, c'est le Crédit Coopératif qui va permettre ce crédit. Cela m'amuse de voir que le Crédit Coopératif, dont je suis un membre actif, va aider la BNP à faire une opération. C'était ma petite contribution, merci.

M. le Maire : Oui, c'est amusant de le constater, merci. Nous passons au vote.

La délibération n°14 est adoptée à la majorité (10 abstentions).

→ 15. Quartier Sud : Enfouissement des lignes à haute tension – Autorisation de signer la convention de travaux et de financement Phase 2.

M. le Maire : La phase 1 étant achevée, il reste maintenant à tirer les câbles et à faire tomber les pylônes. Y a-t-il eu des interventions là-dessus en Commission ? Passons-nous au vote ? Pas de réactions ? Monsieur Panetta.

M. Panetta : Nous allons voter pour. Je suis désolé, c'est une question annexe, mais pourrais-je poser une question en fin de Conseil concernant les travaux à Choisy-le-Roi, notamment du tramway. Je me suis aperçu qu'en ce moment ils font les trottoirs. Jusqu'à la Poste, ils mettent de beaux pavés en granit, devant les entrées de voitures, c'est magnifique. Après la Poste, c'est un demi-trottoir en goudron. J'ai demandé aux travailleurs pourquoi ils procédaient de cette manière, car pour l'harmonisation, ce n'est pas terrible. Ils m'ont répondu que c'est ce qu'ils avaient sur les plans. J'ai pensé qu'étant sur un site protégé par les Bâtiments de France ils s'arrêtent là. Simplement, un site protégé par les Bâtiments de France, lorsque l'objet en question est protégé (demeure, château, parc), cela va de 500 mètres de part et d'autre et le site des Bâtiments de France s'arrête à hauteur d'Armand Noblet. Je voudrais savoir pourquoi ils n'ont pas continué à faire les mêmes types de trottoirs jusque-là. De plus, cela embellit la ville et c'est très beau. Vous n'avez peut-être pas la réponse, mais je voulais vous alerter là-dessus. Si cela a été contracté ainsi je le trouve très curieux.

M. le Maire : J'ai les éléments de réponse, bien que ce ne soit pas nous les opérateurs, c'est Île-de-France mobilités. Simplement, je sais qu'il y a un traitement particulier aux abords du carrefour Roger de Lisle et sur la demi-lune. C'est la spécificité que nous avons demandé, qu'il puisse y avoir des arbres plantés à la station Rouget de Lisle. Nous sommes très fiers avec Nadia d'avoir gagné cela puisque nous serons quasiment la seule station en Île-de-France à avoir des arbres plantés. Île-de-France mobilités ne souhaite pas planter des arbres dans ses stations, mais pour garder l'authenticité de ce site ils ont accepté cette démarche. C'est le seul élément de réponse que je peux apporter maintenant. Je pense qu'il faut interpellier plus précisément Île-de-France mobilités, mais, selon moi, leur charte de travaux était ainsi dans le cahier d'appel d'offres. Il doit y avoir des modalités différentes de traitement, mais je ne pense pas que les trottoirs soient en bitume, tous les rebords sont traités de la même manière lorsque nous faisons le lien entre Ivry, Vitry et nous. Je pense que cela est traité de la même manière, sauf le carrefour Roger de Lisle. Ensuite, ce qui est compliqué, c'est de comprendre la théorie des ingénieurs pour les changements de côtés. Cela doit s'expliquer pour les accès tourne-à-gauche, tourne-à-droite. Nous sommes surtout sur le côté ouest, de fait, cela va transvaser très rapidement sur le côté est. Notamment sur le boulevard Stalingrad, mais nous voyons les avancées d'une manière assez intéressante lorsque nous sommes à Vitry. Ils posent les rails centraux et cela va aller assez vite, notamment sur le quartier des Navigateurs, rue des Cosmonautes, parce que la mise en place devrait se faire début 2020 pour, déjà, les essais. Pour la mise en place de la rame

d'essais, fin 2019, pour les premiers essais début 2020, mais juste sur cette partie-là. Élodie Massé.

M^{me} Massé : Merci, Monsieur le Maire. J'ai juste une remarque sur la communication faite par le groupe Valophis sur ce sujet. Ils ont fait un post sur LinkedIn en parlant de leur financement. Je pense que ce serait assez sympathique de leur rappeler que le financement est aussi collaboratif. Il serait bien de leur rappeler que pour le financement d'un tel projet, plusieurs acteurs sont autour de la table et de rappeler aussi le financement de la ville, du ministère, etc., de l'ensemble des partenaires présents.

M. le Maire : LinkedIn étant un site professionnel, c'est peut-être pour valoriser leur travail. De fait, Élodie Massé a raison, le tour de table n'a pas été compliqué puisque nous nous sommes rapidement mis d'accord. Nous nous sommes mis d'accord, parce qu'il y a eu un investissement acté par RTE. Oui, grâce à une lettre d'une ministre de l'époque qui a acté l'ancienneté de la ligne et qui nous permettait d'avoir des financements de RTE, mais aussi, en effet, de l'ensemble des collectivités et de l'État. Sans cela, l'opération ne pouvait pas avoir lieu.

Ceci étant, je crois qu'ensemble nous pouvons être très fiers d'une des rares lignes à haute tension en France qui va être enfouie. D'autant plus que nous avons travaillé la ZAC des Hautes Bornes en commençant par les espaces verts et en créant ce fameux mail qui était sous les lignes à haute tension. Ainsi, ce mail va rester permettant aussi d'être un espace de respiration pour les Choisyens et les Choisyennes qui habitent les Hautes Bornes. Je pense que nous ne pouvons être qu'unanimes sur l'enfouissement des lignes et l'autorisation de signer cette convention. Pas d'autres remarques ?

La délibération n°15 est adoptée à l'unanimité

→ 16. Signature d'un bail emphytéotique administratif avec Batigère pour la construction d'une résidence pour femmes en rupture d'hébergement.

M. le Maire : Un projet qui tient à cœur de beaucoup. Je crois qu'il y a une demande de prise de parole de Gabriel Roche pour présenter et ensuite, Élodie aussi souhaite parler.

M. Roche : C'est un projet que nous suivons depuis un certain temps. Ce qui change, là, c'est que nous sommes passés d'une femme qui meurt tous les trois jours à une femme qui meurt tous les deux jours. Je suis désolé d'être un peu dans la gravité, mais les derniers rapports nous montrent que cela ne s'arrête pas. Que ce besoin est toujours là, que tout cela c'est 48 assassinats annuels. Ce ne sont pas des drames familiaux, quoique nous voulions en dire ni des drames liés à des séparations. Encore moins des crimes passionnels, car lorsque nous en arrivons là, il n'y a plus d'amour. Ce sont tout simplement des féminicides commis par des hommes frustrés. Je suis un homme, je peux parler clairement de ce que sont la frustration, la pulsion et le sentiment de toute-puissance qui fait penser à un homme qu'il peut se permettre de tuer. Là, nous sommes hors humanité. Le bail emphytéotique est de 52 ans. C'est un beau projet, je tiens à le souligner aussi, merci.

M. le Maire : Madame Massé.

M^{me} Massé : Monsieur le Maire. Effectivement la signature ce soir de ce bail emphytéotique est l'accomplissement de plusieurs années de travail de la municipalité, puisqu'il a commencé au précédent mandat. C'est aussi plusieurs années d'une volonté politique portée par notre maire qui voit se concrétiser ce soir un projet humaniste et solidaire, qui ne peut qu'honorer notre ville. Je souhaitais que cela soit souligné, car nous avons commencé ce projet dans le mandat précédent. Parfois, il faut plusieurs années, être soutenus et tenaces. Humanisme et solidarité aussi, oserais-je dire résistance puisque tu l'as dit tout à

l'heure, Gabriel, aujourd'hui, malheureusement, en 2019 en France nous sommes passés d'une femme qui meurt sous les coups de son conjoint tous les trois jours à tous les deux jours depuis le début de l'année. Nous pouvons nous poser des questions sur notre société. Dans une société de plus en plus violente, encline à un individualisme, le collectif doit se légitimer chaque jour. Nous pouvons tous et toutes être fiers de cette structure qui replace l'individu au cœur du projet et ré humanise des femmes qui sont en rupture d'hébergement soit du fait d'un divorce, soit d'une séparation. Malheureusement aussi, pour certaines, du fait qu'elles sont victimes de violences conjugales et doivent être protégées.

Ce projet en effet n'est pas uniquement dédié aux femmes victimes de violences conjugales, nous l'avons rappelé avec Patrick Hervy lorsque le projet fut présenté aux riverains au mois de novembre dernier. Effectivement, ils avaient des questions, des interrogations et des peurs aussi par rapport à cette résidence donc nous sommes allés retravailler sur le projet. Ce ne sont pas uniquement des femmes qui sont victimes de violences, mais bien en rupture d'hébergement. C'est un humanisme qui se conjugue et s'associe au solidarisme cher à Léon Bourgeois. De cette responsabilité mutuelle, qui s'établit entre deux ou plusieurs personnes, ce soir nous sommes plusieurs, qui crée un lien fraternel, oserais-je dire un lien de sororité, qui oblige tous les êtres humains les uns envers les autres. Nous nous faisons un devoir d'assister ceux de nos semblables qui sont dans l'infortune. Chacun et chacune d'entre nous, ici, peut se trouver malheureusement dans cette infortune, chacun et chacune d'entre nous sommes sensibles aux chiffres qui augmentent sur la précarité des femmes célibataires ou avec enfants. Nous apportons avec cette résidence notre pierre à l'édifice et les riverains qui sont venus en novembre à la présentation du projet ont reconnu ce lien de fraternité que nous devons avoir. Je suis certaine, comme je leur ai dit en ce soir de novembre, qu'ils seront être bienveillants pour les accueillir.

Choisy-le-Roi cultive son patrimoine de solidarité. Je n'avais pas prévu qu'il y ait des annonces ce soir, au Conseil municipal, quand j'ai préparé cette intervention, mais je profite de cette signature pour indiquer également la place importante et non négligeable de toutes les associations qui viennent en accompagnement de ces structures à Choisy-le-Roi et en Île-de-France. Je pense à l'AUVM que vous connaissez tous, aux restos du cœur bien évidemment, au SAMU social qui a des structures spécifiques pour les femmes en rupture d'hébergement et au Secours catholique. Aussi, à une association en particulier dont j'ai pu découvrir toutes les actions. Le spectacle donné hier soir au Palais des glaces était entièrement dédié à cette association. J'aimerais que nous soyons toutes et tous solidaires, c'est « Agir pour la santé des femmes ». Je pense que Catherine tu la connais très bien. J'aimerais donc ce soir faire un appel aux dons pour cette association qui accompagne les femmes en rupture d'hébergement et qui vivent dans la rue. Les bénévoles et les permanents de cette association apportent une écoute psychologique, un lien humain et chose très importante, des permanences de médecins et de gynécologues.

Enfin, puisque nous sommes dans les annonces, je terminerai, Monsieur le Maire, par un vœu. Nous avons signé le 15 novembre 2017 la charte européenne de l'égalité entre les femmes et les hommes dans la vie locale. Ce jour-là, nous devons aussi célébrer l'anniversaire d'une dame, malheureusement elle est décédée ce jour-là. Nous avons le 15 novembre 2017 perdu la plus grande féministe humaniste française, l'anthropologue Françoise Héritier. J'en profite ce soir, si vous en êtes d'accord Monsieur le Maire, je voudrais que nous fassions la proposition que cette résidence porte le nom de Françoise Héritier. Je vous remercie.

M. le Maire : En effet, c'est une idée digne d'intérêt. Je me rappelle très bien de ce jour-là, où nous devons débattre avec cette grande dame. Dans l'après-midi, nous avons appris qu'elle ne pouvait pas être présente à Choisy-le-Roi et pour cause, puisqu'elle venait de décéder. Oui, je pense que cette proposition peut être étudiée de bonne façon lorsque nous

serons en mesure d'inaugurer cette résidence. Ce sera une proposition qui sera faite, je la retiens en tant que telle. Y a-t-il d'autres demandes d'interventions sur cette résidence ? Monsieur Panetta.

M. Panetta : Nous allons voter pour comme nous avons voté pour ce projet, il n'y a pas de discussion. Je voulais poser une question, à savoir, si des logements étaient réservés à la ville de Choisy-le-Roi comme cela se fait pour les logements usuels. D'autant plus que j'ai été saisi de la demande d'une jeune femme qui va être en rupture de logement au 4 juin. Cela tombe à propos, c'est de l'actualité. Cela sera-t-il le cas ?

M. le Maire : Nous avons deux cas suivant les situations. Nous avons des demandes de vigilance parce qu'un certain nombre de situations demandent qu'il y ait un éloignement et de fait, certaines réservations ne seront pas pour des Choisyennes. Cela permettra à des femmes d'autres villes de venir ici. Mais il y aura également une réservation municipale. Gabriel.

M. Roche : Oui, il y en a une et je crois que c'est sur cinq appartements. C'est géré par Tremplin 94, six sont réservées pour la question des violences et des mesures d'éloignement et là, nous n'en aurons pas, parce que c'est une mutualisation, une convention que nous avons signée. Ensuite, de mémoire, nous en avons cinq dans les T1 et T1 bis de programme.

M. le Maire : Avec, pour garantir aussi, la mise en place d'une Commission d'attribution si cela est demandé. Nous passons au vote.

La délibération n°16 est adoptée à l'unanimité.

→ 17. Approbation de l'adhésion de l'EPT Grand Orly Seine Bièvre au SAF du Val-de-Marne.

M. le Maire : Cela a été vu aussi en commission, il n'y a pas eu de demande d'intervention.

La délibération n°17 est adoptée à l'unanimité.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

→ 18. Zones à Faibles Émissions – ZFE.

M. le Maire : C'est une demande formulée par le Président de la métropole du Grand Paris, M. Ollier, sur la mise en place de zones à faibles émissions, la fameuse ZFE. Nadia Brahimi.

M^{me} Brahimi : Merci, Monsieur le Maire. Dans le cadre de l'élaboration de son plan climat énergie métropolitain, la métropole du Grand Paris a décidé de mettre en place une zone à faibles émissions, la ZFE, afin de réduire au maximum la pollution de l'air dont nous savons tous qu'elle provoque des milliers de décès prématurés par an. L'objectif est donc de faire en sorte qu'à l'horizon 2030 ne circulent que des véhicules dits propres dans une zone englobant 79 communes, dont Paris, situées entre le boulevard périphérique et l'A86.

Notre ville n'est concernée que pour une toute petite portion du territoire au niveau de l'A86. La première étape de la mise en vigueur de cette zone à faibles émissions doit intervenir le 1^{er} juillet 2019 et elle concerne des véhicules classés critère 5 ou non classés. C'est-à-dire, les véhicules légers diesels immatriculés avant 2001 ou essences avant 1997. Les deux roues motorisés immatriculés avant le 1^{er} juin 2000, les poids lourds et autocars diesel immatriculés avant le 1^{er} octobre 2006. Ce plan sera ensuite progressivement étendu aux autres catégories de véhicules jusqu'en 2030 où seuls les véhicules propres seront autorisés

à circuler à l'intérieur de ce périmètre. Si la MGP coordonne le projet, il appartient à chaque commune, et plus précisément à chaque maire dans le cadre de ses prérogatives de police d'instituer une zone de circulation restreinte et d'en assurer la surveillance.

Actuellement, sur les 79 communes concernées seules 28 communes ont engagé la consultation publique préalable à la mise en place de l'arrêté d'interdiction de circulation. Par ailleurs, conscient de cette situation, le président de la MGP a indiqué qu'il n'y aurait pas de contrôle avant 2021, mais seulement une sensibilisation des automobilistes. Cette disposition appelle de notre part un certain nombre de remarques. Tout d'abord, nous partageons pleinement des objectifs qui sont poursuivis puisque nous savons tous que la principale cause de pollution en région parisienne, et même généralement, provient des déplacements motorisés. Donc, c'est un véritable enjeu de santé publique et climatique que de réduire les déplacements automobiles, motorisés dans notre métropole. Cependant, nous pouvons nous poser la question de l'impact qu'une telle mesure pourrait avoir pour Choisy-le-Roi sachant que, même si nous appliquons cette interdiction de circuler, ce n'est que sur une petite partie du territoire communal. Ensuite, nous sommes quand même situés au carrefour de grands axes autoroutiers, de grandes infrastructures routières à proximité de l'aéroport d'Orly, à proximité d'usines d'incinération, bref, interdire la circulation progressivement jusqu'aux véhicules critère 2 donc jusqu'en 2025 n'aurait que très peu d'impact sur le climat et la pollution dans notre ville. Nous pouvons vraiment nous interroger sur cet impact qui sera vraiment très limité, à croire que nous allons protéger la santé et le climat pour Paris et la toute petite couronne, mais que pour les villes situées à l'extérieur de la A86, elles continueront de vivre dans un air tout aussi pollué.

Nous pouvons nous poser aussi comme question les alternatives proposées, parce que nous interdisons la circulation des véhicules, cela représente un certain nombre de véhicules jusqu'en 2025. En 2024, il ne restera plus que les critères 1 qui pourront circuler à l'intérieur de cette zone. Nous pouvons nous poser la question aussi des solutions alternatives, c'est souligné dans l'étude d'impact conduite par la MGP, aujourd'hui, les transports en commun sont saturés. La MGP reconnaît même que lorsque les grosses infrastructures de transports, qui sont en cours de travaux aujourd'hui, comme le Grand Paris Express, seront livrées elles ne seront pas en mesure de supporter le report de tous les Franciliens qui vont devoir laisser leur voiture au garage. Là, c'est un véritable problème, puisqu'aucune véritable alternative écologique de déplacements doux, tels que les transports en commun ou des aménagements de pistes cyclables continues, ne leur est proposée. En réalité, les seules propositions faites par la métropole du Grand Paris, c'est d'inciter les Franciliens touchés par cette interdiction de circulation à acheter une voiture électrique. Or, la voiture électrique si elle ne génère pas de pollution immédiate quand elle roule elle a quand même un impact écologique non négligeable dans sa fabrication et même dans son fonctionnement.

Si nous voulons à terme remplacer l'ensemble du parc automobile sur cette zone par des véhicules électriques, cela suppose d'augmenter la demande en énergie électrique. Or nous savons qu'aujourd'hui la principale source d'énergie électrique c'est l'énergie nucléaire et que tout le monde s'accorde à dire qu'il faut la réduire, qu'il faut réduire sa part dans la production énergétique. Qu'aujourd'hui le parc des centrales nucléaires est vieillissant et dangereux, que nous n'avons toujours pas réglé la question du stockage des déchets nucléaires. Bref, toute la question nucléaire est posée et paradoxalement nous incitons à plus de consommation électrique.

L'autre sujet qui est posé, avec les voitures électriques, c'est la question des batteries qui aujourd'hui sont fabriquées en Asie, en Afrique, en Amérique du Sud et qui nécessitent pour leur fabrication des métaux rares pour lesquels nous utilisons des méthodes d'extraction extrêmement polluantes pour les populations locales. De plus, elles sont aussi extrêmement consommatrices d'eau donc ces méthodes ne sont pas du tout écologiques. Se pose

également la question du recyclage de ces batteries pour lesquelles nous n'avons pas de solution. Ainsi, sous prétexte que les voitures sont très polluantes il est proposé aux habitants de cette zone d'adopter un mode de déplacement pour lequel, dans quelques années, nous découvrirons qu'il représente un vrai scandale sanitaire, que son impact écologique est majeur et qu'il ne faudra surtout plus utiliser de voiture électrique, comme nous avons pu le faire pour le diesel.

Voilà pour les remarques que nous souhaitons faire. Ensuite, que se passe-t-il pour Choisy-le-Roi ? Nous avons un parc automobile d'à peu près 20 000 voitures individuelles. La mise en œuvre de cette interdiction au 1^{er} juillet 2019, le critère 5, représente 2 300 véhicules pour Choisy-le-Roi. Ainsi, les 2 300 propriétaires de véhicule auront-ils la possibilité d'aller s'acheter une voiture électrique d'ici le 1^{er} juillet 2019 ? Même avec les aides qui sont apportées, auront-ils la possibilité d'ajouter les 10 000 à 18 000 euros supplémentaires qui resteront à leur charge ? Enfin, nous pouvons aussi redouter une conséquence pour notre ville, outre le fait que 2 300 voitures ne pourront pas circuler. Nous sommes déjà confrontés à Choisy-le-Roi, nous le reconnaissons tous, à de vraies difficultés liées au stationnement avec notamment les rabattements de tous les habitants des communes limitrophes qui viennent utiliser les transports en commun de Choisy-le-Roi. Là, nous allons nous retrouver avec tous les habitants des communes limitrophes qui ne pourront pas entrer dans la ZFE se retrouvant ainsi bloqués à Choisy-le-Roi. Allons-nous devoir supporter cet afflux de stationnement de véhicules qui ne sont pas autorisés à rentrer dans la zone ? Cela peut avoir une conséquence non négligeable pour notre ville.

Comme vous le constatez, après toutes les remarques que je viens d'exposer, nous partageons sincèrement et résolument la préoccupation environnementale d'une telle mesure, mais nous considérons qu'elle a été prise dans la précipitation. Qu'en tout état de cause, lorsque de telles mesures sont prises, il faut proposer des solutions écologiques alternatives aux habitants. C'est la raison pour laquelle nous ne sommes pas opposés, nous vous proposons de ne pas nous opposer à la mise en place d'une zone à faibles émissions, mais, à l'instar d'un certain nombre de communes qui n'ont pas engagé le processus pour la mise en application, nous vous proposons de différer son application dans l'attente de véritables mesures alternatives. En premier, la livraison des grosses infrastructures de transports qui sont en cours de réalisation. Nous demandons également que soit étudié un vrai schéma de déplacements doux, d'itinéraires cyclables continus de façon à ce que nous propositions aussi un mode de déplacement performant aux habitants qui seront impactés. De plus que soit menée une véritable étude d'impact sur les conséquences de cette mesure sur les communes franciliennes qui ne sont pas directement touchées ou qui se situent juste en limite de la zone à faibles émissions. Voilà ce que nous vous proposons sur cette mesure qui est importante et pour laquelle, je vous le dis encore, nous sommes loin d'être opposés, mais qui nous semble un peu précipitée.

M. le Maire : Merci pour ces éléments d'explications de notre position. Y a-t-il des demandes d'interventions ? Madame Baron.

M^{me} Baron : Madame Brahimi, je vous rejoins totalement sur la question du peu d'impact de cette proposition et également sur l'incitation d'acheter un véhicule électrique qui ne réglera pas du tout la question, bien au contraire. Ce que nous voudrions dire, par ailleurs, c'est que nous remarquons qu'il y a encore un comité Théodule créé par ce gouvernement, M. François de Rugy, ministre de la Transition écologique et solidaire, annonce « la Convention citoyenne ». M. Macron crée « le Conseil de défense écologique » ; vous voyez bien que le temps de l'action climatique n'est pas à l'urgence. La ZFE doit donc être différée. Et, bien entendu, il faut hausser le ton, je suis d'accord, mais contre les multinationales plutôt que contre les travailleurs pauvres, parce que ce sont eux qui sont les plus touchés. Il faut

donc être à la hauteur des enjeux et nous pouvons nous poser la question du double discours sur l'écologie.

hauteur des enjeux et nous pouvons nous poser la question du double discours sur l'écologie.

M. le Maire : Bien, après cette intervention de M^{me} Baron, Monsieur Ziegelmeyer. Vous avez l'air étonné.

M. Ziegelmeyer : Non, jamais étonné. Je suis globalement d'accord avec la présentation de Nadia, en particulier sur la différenciation d'être d'un côté ou de l'autre de l'A86. Nous pourrions ajouter un élément sur cette différenciation, qui me rappelle le nuage de Tchernobyl. C'est-à-dire que la pollution de la banlieue en dessous de l'A86 s'arrêterait comme par miracle à l'autoroute et n'irait pas dans la ZFE.

M. le Maire : Oui, Monsieur Ziegelmeyer, cela vous étonne-t-il ?

M. Ziegelmeyer : Autre élément pour compléter ce que disait Nadia sur les véhicules propres, quand nous regardons les différentes études faites, pour qu'une voiture électrique ait un intérêt en termes d'impact carbone global, il faut qu'elle roule au moins 40 000 kilomètres, ce qui n'est quand même pas rien. Nadia, tu parlais aussi des minerais qui sont utilisés, il y a notamment le coltan, des méthodes d'extraction absolument abominables, mais qui, par ailleurs, génèrent aujourd'hui notamment dans l'Afrique de l'Est des guerres permanentes, parce que ce sont des minerais présents en très faible quantité sur l'ensemble de la planète. Ensuite, un élément excellent, c'est-à-dire comment pouvons-nous à la fois promouvoir la voiture électrique d'un côté et dire qu'il faut réduire la part du nucléaire de l'autre ? Pouvons-nous croire que si tous les Franciliens passent à la voiture électrique demain il suffira d'éoliennes et de panneaux solaires pour les faire fonctionner ?

L'autre aspect majeur, c'est l'aspect social. L'écologie n'a de sens que si elle est sociale. Si c'est juste une écologie de proximité pour un certain nombre de gens qui aujourd'hui ont les moyens de payer, je ne crois pas que cela soit dans notre projet politique.

Enfin, trois éléments : la métropole n'évoque pas un aspect polluant important, M^{me} Baron l'ayant dit, je ne voudrais pas la paraphraser. C'est ce qui concerne les grosses industries polluantes, mais aussi le risque que nous prenons avec la libéralisation d'ADP, le déploiement du nombre d'avions et le kérosène. Ah oui, effectivement, il est du mauvais côté de l'A86 lui, mais c'est quand même un vrai sujet. Non, les vrais sujets qui se posent, c'est la déconcentration de la région et le rapprochement entre l'emploi et le travail. La métropole ne nous dit pas pourquoi les catégories populaires habitent à l'est alors que les emplois sont à l'ouest de la région. Là, ce sont de vrais sujets. La ZFE, honnêtement, telle qu'elle est montée aujourd'hui est quand même plus de l'ordre du gadget que d'une vraie solution écologique.

M. le Maire : Monsieur Ziegelmeyer, si vous allez sur l'égalité des territoires cela va être compliqué. M. Tisler a demandé la parole.

M. Tisler : Simplement pour contribuer au débat et d'une manière plus politique fondamentale, je suis désespéré de voir cette belle notion de l'écologie devenir une écologie punitive. Le dossier dont nous parlons aujourd'hui, je le mets en rapport également avec le projet de réduire une voie aux périphéries et de mettre la limitation de vitesse à 50 kilomètres sur les deux voies subsistantes. C'est très noble, mais cela aura le même effet que les voies sur berge fermées d'une manière inconsidérée. C'est-à-dire que dans un premier temps, la pollution sur ce site-là ne peut qu'augmenter spectaculairement. Je suis également désespéré d'avoir cette mention à faire sur la fermeture des voies sur berge. Pour beaucoup

de raisons également très politiques. Je voudrais aussi rappeler que nous disons assez souvent que la pollution dégagée par les voitures est la première source de pollution. Cela peut être vrai pour certaines particules fines ou par certaines émissions de gaz, mais cela n'est pas vrai de manière catégorique. Au niveau des particules fines, dans les couloirs du métro et dans le RER parisien nous en observons beaucoup plus que dans certaines artères parisiennes à l'air libre. Un effort écologique est également à mener sur les transports en commun, ce qui est loin d'être le cas tant que les semelles, c'est très technique, des freins à tambour des RER continueront à dégager des particules particulièrement fines et particulièrement dangereuses.

M. le Maire : Merci. Y a-t-il d'autres demandes de prise de parole ? Monsieur Briennon, Monsieur Ennaoura et après Monsieur Panetta.

M. Briennon : Que la mise en œuvre de cette zone à faibles émissions ne soit pas complètement optimale, je pense que nous partageons tous ce constat-là. Qu'il y ait d'autres sources de pollution je pense que nous les partageons aussi, que ce soit les multinationales, le train, les industries polluantes, etc., il n'y a pas de débat là-dessus. Ceci étant dit, qu'à un moment donné il faille commencer par quelque chose et mettre en avant un certain nombre de mesures c'est aussi une autre vision des choses. La pollution qui est directement liée au trafic autoroutier en Île-de-France entraîne plus de 6 000 morts. La mise en place de la ZFE aura évidemment des effets au-delà des simples 78 communes qui sont impactées potentiellement par cette mise en place de ZFE. Ces effets, évidemment, se propageront au-delà de ces événements-là. Aujourd'hui, il est estimé que la mise en place de la ZFE à l'échelle de la métropole aurait des effets dès l'année 2019 qui seraient des diminutions de dioxyde d'azote à moins 5 %. Ensuite, oui, cela pose beaucoup de problèmes, c'est compliqué, c'est difficile, socialement c'est difficile. Je rappelle néanmoins, à ce niveau-là, que le cumul des aides qui sont les aides proposées par la métropole du Grand Paris, par l'État et par un certain nombre d'autres instances peuvent amener jusqu'à un montant total de 17 000 euros pour un véhicule neuf ou d'occasion. Par rapport à ces éléments-là, cela laisse une certaine possibilité pour faire des opérations. Dans ce sens-là, je pense qu'il faut aussi avoir une vision un peu locale et de la responsabilité de chacun.

J'entends que cette mesure ne soit pas facile à prendre, néanmoins, de notre côté, nous allons voter contre votre délibération et donc pour la mise en place de la ZFE. Je rappelle au passage, parce que c'est une contre-vérité que j'ai entendue plusieurs fois, que les batteries aujourd'hui des véhicules électriques ne contiennent pas certains métaux rares et ne sont donc pas susceptibles d'être impactées par les différents éléments que vous avez mentionnés. Si tel est le cas, nous aurions plus vite fait de jeter nos tablettes que de refuser le passage aux véhicules électriques. Merci.

M. le Maire : Monsieur Ennaoura et après Monsieur Panetta.

M. Ennaoura : Merci, je souhaitais juste contribuer au débat et réagir à quelques points qui ont été évoqués sur cette question. Souvent dans ces mesures ce qui compte c'est la mise en œuvre et il faut reconnaître que dans cette ZFE la mise en œuvre est compliquée, surtout le timing tel qu'il est avancé à savoir, le 1^{er} juillet. Cela était particulièrement ambitieux.

Ce que je veux dire simplement, cela a été dit, c'est que la ZFE a été conçue dans l'optique de réduire la mortalité due à la pollution. Vous savez que la pollution ne s'arrête pas à la frontière de chaque commune, il faut l'avoir en tête. Également, vous savez qu'avec tout ce qui a été dit ces derniers mois et ces dernières années, notamment avec la COP 21, c'est l'urgence à agir à la fois sur le climat, mais aussi sur la santé. Nous savons qu'il y a des morts chaque année en France et dans le monde, particulièrement en Île-de-France puisque nous sommes concernés. Rappelons également que nous avons des engagements

européens et cette ZFE est la conséquence et la continuation de l'obligation qui nous est faite de réduire les valeurs limite de dioxyde d'azote et de particules fines.

Je voulais également dire que certes cela peut nous amener la contrainte, cela nous amènera à passer à grande échelle à la voiture électrique. Néanmoins, nous avons d'autres solutions, notamment la solution du transport en commun. Bien sûr qu'il faut le développer, qu'il n'est pas à la hauteur de ce dont nous avons besoin. Ce que je veux dire simplement c'est que je crois que chaque niveau territorial doit prendre sa part et c'est le message de ma contribution à ce débat. Je pense que notre commune, comme toutes les communes d'Île-de-France doivent prendre leur part et que nous aurons toujours les arguments qui viendront contrer cette ambition et cette nécessité sanitaire.

M. le Maire : Merci, Monsieur Panetta.

M. Panetta : Effectivement, cette question a fait aussi débat dans notre groupe. Il peut y avoir autant d'avis que de conseillers municipaux. J'ai écouté attentivement tous mes collègues, je partage en très grande partie l'exposé de M^{me} Brahimi. Ce que je retiens surtout, si j'étais tenté de vous rejoindre sur le vote, c'est l'aspect social. En effet, cela va impacter des gens. Ceux qui sont en critère 5, ce sont quand même des foyers, des personnes, qui en fin de mois ne peuvent pas payer le loyer ou qui se retrouvent aux restos du cœur. C'est ce qui m'aurait incité à vous suivre.

En deuxième point, comme l'a dit M. Briennon, face au nombre de victimes engendrées par la pollution, quoique nous en disions et quoique certaines personnes cherchent à nous faire croire, surtout en milieu urbain, la voiture est un élément prépondérant de cette pollution. Puisque nous avons parlé des périphériques, je vous invite à regarder lorsque vous passez sous un pont la noirceur des murs et l'épaisseur des murs. À moins que vous pensiez que ceci est de la chlorophylle, c'est une bonne épaisseur de charbon que nous ingurgitons dans nos poumons. Même si, effectivement, la pollution se déplace nous l'avalons à l'instant T. C'est pourquoi cette question ne peut pas être traitée uniquement avec une petite ZFE en région parisienne ou dans les grandes agglomérations. Ce problème si important doit être traité à l'échelon national, européen et je dirais mondial. De plus, je suis toujours assez consterné de voir les Indiana Jones parisiens au volant de leurs 4x4 de 30 tonnes qui polluent un maximum, qui prennent de la place et que nous n'interdisons pas. Nous pourrions commencer par là.

Ce qui me gêne aussi c'est que le sujet est tellement important que vous n'aviez pas besoin de charger la barque. Effectivement, des solutions permettent d'avoir les critères requis sans dépenser 10 000 à 18 000 euros. Les personnes non imposables ayant une voiture à présenter à la reconversion peuvent acquérir aujourd'hui une voiture neuve essence, de critère 1, pour 4 000 euros. Je ne citerai pas la marque, mais si vous regardez attentivement les publicités vous verrez que cela existe. Là-dessus cela pourrait être accompagné de prêts à taux zéro comme cela se fait pour le logement puisque c'est une question éminemment importante qui concerne notre santé. Il faut trouver des solutions alternatives. L'autre chose qui me gêne un peu c'est, que faire à la place ? Même si nous sommes d'accord que l'impact sera minime, il y aura tout de même un impact et il faut bien commencer par quelque chose. Effectivement, l'écologie ne peut pas être punitive, mais ce sera forcément contraignant. Nous allons devoir changer nos habitudes, nous résigner à faire des efforts. Moi, par exemple, j'ai proposé au sein du groupe de faire un dimanche sans voiture. Je suis certain que si partout en France nous faisons un dimanche sans voiture, bien sûr en autorisant les véhicules de première nécessité, je suis certain que cela aura un impact autrement plus important que cette petite ZFE dont nous parlons. Même cela, je ne vous le cache pas, dans notre groupe cela a provoqué des débats, parce que certains m'ont dit, par exemple, avoir une maman qui n'est pas en très bonne santé au fin fond du 91. Qu'ils ne

s'imaginent pas y aller en transport en commun. Vous voyez les discussions, ce n'est pas facile.

Ce que j'aimerais aussi c'est que nous apportions ensemble une alternative. Ne pourrions-nous pas négocier avec le gouvernement en disant faites-nous grâce de la ZFE, mais en contrepartie nous ferons des centres-villes interdits aux voitures ? Ne pourrions-nous pas à Choisy-le-Roi, vous me corrigez si je me trompe, mais si nous avons un véhicule électrique, le stationnement est-il gratuit à Choisy-le-Roi ? Non, nous payons. Par exemple, nous pourrions dire que nous nous engageons à rendre gratuit le stationnement aux voitures de critère 1, électriques ou pas. Vous misez tout sur l'électrique, il n'y a pas que l'électrique, parce que pour moi, l'électrique c'est le nouveau scandale de l'amiante. Dans 30 ans on nous dira de mettre nos voitures électriques à la poubelle à cause des batteries, etc., comme nous le voyons avec le diesel. Des pays en Europe ont leur parc automobile avec 60 % de voitures équipées en GNV, et depuis très longtemps, et pas en diesel. Nous avons donc beaucoup d'autres solutions.

Nous, sur cette résolution, bien que nous partagions au niveau social l'impact sur les personnes en difficulté, nous allons travailler à voir comment apporter des alternatives, une solution remplissant cet objectif sans effectivement que les gens perçoivent cela comme une punition. Je pense qu'il est encore temps, malgré ce qu'ils veulent nous imposer, de négocier avec des contreparties, cela manque de contreparties. Une chose est certaine, nous ne pouvons pas rester dans l'état actuel de la situation, sinon nous faisons comme M. Hulot, je suis ministre, c'est compliqué, je n'y arrive pas, je m'en vais, je laisse tout le monde dans l'embarras et je suis quand même la personnalité préférée des Français. Merci.

M. le Maire : Monsieur Ait Idir et après Madame Brahimi. Ensuite, nous passons au vote, si vous le voulez bien.

M. Ait Idir : Excusez-moi, mais dans ce débat je trouve assez particulier que la question de la pollution soit renvoyée aux citoyens. À aucun moment nous ne parlons ici, alors que nous sommes à proximité de Rungis, de l'ensemble des entrepôts sur roues, les camions, la question de la livraison de tous les produits Amazon qui circulent à tort et à travers sur nos routes. À aucun moment nous n'allons parler du transport et du fret fluvial ou du fret par feroutage. Cela va être renvoyé aux citoyens en culpabilisant le fait d'utiliser une des rares libertés qui restent, celle de pouvoir se déplacer comme nous l'entendons par le mode de déplacement que nous souhaitons. C'est assez particulier quand même.

En ce qui concerne les questions écologiques, cela va bien au-delà, Didier l'a pointé un peu, c'est la question de l'inégalité des territoires, la concentration des richesses, la concentration des lieux de travail, pourquoi déshabillons-nous la ruralité ? L'ensemble de la richesse en France se concentre seulement sur six grandes régions. Ensuite, nous entendons dire bétonisation, problème d'écologie, des préfectures imposent la construction de logements et après, cela est renvoyé aux citoyens alors que ce sont des actes politiques qui viennent du national et de l'Européen. Je trouve assez culotté que nous avançons dans des débats de cet ordre-là. Oui, la résolution qui est proposée nous devons la prendre en l'état. Nous ne pouvons pas nous voir imposer ce genre de critères d'application de vie collective et quotidienne au prétexte qu'il y aurait les bons et les mauvais. Paris centre sera bien isolé et la banlieue respirera la pollution.

M. le Maire : Merci, Monsieur Ait Idir. Nadia Brahimi.

M^{me} Brahimi : Merci, Monsieur le Maire. J'ai bien écouté toutes les prises de position. J'avais quand même pris la précaution de vous dire que nous partagions pleinement la préoccupation par rapport aux enjeux de santé publique. Nous avons tout à fait conscience

aujourd'hui de cette urgence, parce que ce sont vraiment les déplacements motorisés qui génèrent le plus de pollution et, de fait, que cela génère plusieurs milliers de décès par an donc il y a nécessité à agir. Nous ne remettons pas en cause la volonté de la MGP de vouloir agir dans ce sens, mais la réalité c'est qu'aujourd'hui nous n'avons pas d'alternatives. Nous voulons remplacer une voiture par une autre voiture. Les seules solutions, c'est démontré, pour réduire la pollution atmosphérique c'est de développer les transports en commun et aujourd'hui les transports en commun sont saturés, ils ne sont pas en capacité d'accueillir des voyageurs supplémentaires. De grosses infrastructures sont en cours de réalisation et c'est la seule chose que nous demandons, attendons que ces infrastructures importantes, telles que le Grand Paris Express, soient livrées pour mettre en place cette réduction, cette interdiction de circuler. En réalité, aujourd'hui, les solutions pour réduire la place de la voiture c'est de développer les transports en commun ou les mobilités douces avec des pistes cyclables, confortables, sécurisées et continues. Cela, c'est la première chose.

Ensuite, vous dites que des aides sont données.

M. le Maire : Ce serait bien que M. Briennon écoute la réponse, parce que c'est lié à ces financements de 16 000 euros.

M^{me} Brahimi : Alors, l'aide donnée par la MGP correspond à 25 % du prix total de la voiture et seuls les 1 000 premiers qui demanderont cette aide pourront en bénéficier. Comme l'a dit M. Panetta, d'ici le 1^{er} juillet 2019 des habitants de notre ville déboursaient-ils 1 000 euros, parce qu'ils n'auront plus le droit de circuler avec leur voiture ? Quelquefois, la voiture n'est pas en mauvais état, ce sont juste des personnes qui ne roulent peut-être pas énormément et qui n'ont pas le choix de s'acheter des voitures plus récentes. Ce que je veux dire, c'est qu'il n'y a pas deux poids deux mesures, il n'y a pas deux niveaux, ceux qui se préoccupent de l'environnement et de la santé publique et ceux qui s'en moquent. Je dis aujourd'hui que personne n'est prêt.

Je vais vous dire aussi qu'il y a déjà très peu de villes qui ont mis en place la concertation préalable à l'arrêté d'interdiction. Lorsque nous regardons les villes qui acceptent cette mise en place, ce sont des villes dont nous savons que la population a un pouvoir d'achat beaucoup plus élevé que le nôtre, ce sont des villes comme Vincennes, Antony. Nous savons que la population de ces villes n'est pas au même niveau social que la nôtre. Enfin, je terminerai en disant que ces questions-là mériteraient de vrais débats publics au niveau même de la région Île-de-France, cela mériterait un vrai grand débat public, parce que les mentalités sont encore à faire évoluer, à faire changer. Nous l'avons vu à Choisy-le-Roi lorsque nous avons voulu mettre en place le schéma de mobilités douces, nous voyons à quel point les gens sont arc-boutés sur leur voiture, que l'idée même de pouvoir laisser l'espace public aux mobilités douces, aux itinéraires cyclables, cela provoque des réactions de rejet maximum. C'est vrai, nous pouvons nous faire plaisir et mettre en place la ZFE, de toute façon nous n'aurions pas de sanctions, mais c'est complètement absurde, car ce serait sans impact.

Je vous remercie.

M. le Maire : Avant de passer au vote, quelques éléments. Comme le dit Nadia, la démarche de sanction, après, c'est facile, les maires prendront un arrêté d'interdiction de circulation. Comme disait Frédéric Tisler, c'est un bâton supplémentaire et qui est au bout du bâton et qui donne les coups ? Ce sera le maire en verbalisant, il y a donc cette question-là.

Il y a la question, qui peut paraître étonnante, de la continuité du territoire, parce que la zone impactée pour la ZFE sur Choisy-le-Roi c'est 150 mètres. Nous devons avoir une cohérence territoriale, parce que les véhicules qui seront là, si je décide de ne pas mettre en place la

ZFE, mais que derrière le maire Vitry la met en place, voyez-vous la cohérence sur la RD5 ? Ils pourraient circuler à Choisy-le-Roi, 150 mètres, et après ils n'auraient plus le droit. Il faut que nous soyons cohérents, nous aussi, entre maires, sur les décisions que nous avons à prendre donc, une cohérence territoriale à avoir sur les grands axes. Une cohérence sur l'axe par exemple du RD5. C'est pour cela que je pense que la décision de mettre en juillet était complètement ridicule et pas faisable, que cela est à réfléchir. D'autre part, il y a la situation, comme nous le disait Nadia, des risques de rabattements sur notre commune puisque nous sommes en limite de zone ZFE. Nadine Luc va être contente pour son budget annexe des parkings, nous allons avoir de l'argent ! Ils sont déjà saturés. Il faudra construire d'autres silos et là, nous aurons un certain nombre de véhicules garés à Choisy-le-Roi pour ceux qui voudront prendre les transports en commun derrière.

C'est la raison pour laquelle je vous invite à bien regarder la délibération, parce qu'elle précise bien les choses, elle réaffirme, dans son article 1, que nous sommes en faveur de cette mise en place, mais que nous avons un certain nombre d'objections et que nous souhaitons différer. Nous expliquons pourquoi nous souhaitons différer et nous demandons des mesures d'accompagnement aux ménages et de compensation qui ne sont pas celles proposées aujourd'hui, car elles ne sont pas à la hauteur des enjeux. Quand le Président Ollier, la bouche en cœur, fait une grande démarche de communication auprès de tous, affirmant qu'il s'engage fortement dans la démarche... 1 000 premiers dossiers, 1 000 premiers dossiers, est-ce sérieux ? À l'échelle de la métropole ! Je ne parle même pas à l'échelle d'une ville ou du département, à l'échelle de la métropole ! Pourquoi dit-il cela ? Il le sait très bien, parce qu'il n'a pas les budgets. L'opération ZFE est une opération de communication. En revanche, nous disons oui à la mise en place de la ZFE. Nous devons y aller pour toutes les questions que nous venons d'évoquer, les questions sanitaires, les questions de mobilités. Toutefois, nous avons un certain nombre d'exigences c'est pour cela que nous approuvons, mais que nous décidons aussi de différer sa mise en application sur notre territoire en attendant que les infrastructures cyclistes, de transports en commun, nous pouvons parler de notre T25, en plus du Grand Paris Express. N'oublions pas que le T25, plus l'arrivée du T9, est un axe non négligeable en parallèle pour rentrer dans Paris. Attendre donc que ces éléments-là se mettent en place.

Peut-être aussi, si un jour cela pouvait arriver, la rénovation du RER C avec l'augmentation du nombre de passagers pouvant se connecter au Grand Paris Express. L'amélioration encore de la ligne du RER D. Si tout cela se met en place, c'est bien. Sans tout cela, ce sera compliqué. Bien, nous passons au vote.

La délibération n°18 est adoptée à la majorité (9 abstentions, 3 contre).

VIE INTERNATIONNALE

→ 19. Attribution d'un fonds de solidarité pour la reconstruction et la réhabilitation de la ville de BEIRA au MOZAMBIQUE.

M. le Maire : Puisque nous sommes sur les questions de développements durables, je voulais mettre à l'honneur une entreprise choisyenne, la société Antengrin, qui est à Choisy-le-Roi rue de la Paix, puisque son ingénieur vient de recevoir deux médailles d'or au concours Lépine. Une médaille d'or pour son socle pour portable, qui réduit les ondes. Il rencontre des problèmes de commercialisation parce qu'un certain nombre de lobbyings ne souhaitent pas voir son invention commercialisée. Une autre médaille aussi pour une nouvelle antenne à faibles émissions, mais à bonne réception. Ces deux récompenses valaient bien un petit clin d'œil ici, en Conseil municipal. Nous allons maintenant partir un peu plus loin, malheureusement dans des zones ayant subi des difficultés. L'attribution d'un

fonds de solidarité pour la reconstruction et la réhabilitation au Mozambique et aussi au Sri Lanka. Peut-être présentez-vous les deux délibération, Monsieur Ziegelmeier ?

M. Ziegelmeier : Quelques mots rapides sur ces trois délibérations qui pour deux d'entre elles ont un lien avec le débat précédent. En effet, deux sont très liées au dérèglement climatique. Comme ce Conseil est un Conseil d'annonces et que nous avons un guide touristique, je voulais faire deux annonces rapides. Nous avons parlé d'égalité femmes hommes et avant le prochain Conseil municipal nous aurons un tournoi de football féminin international à Choisy-le-Roi avec des équipes de Choisy-le-Roi et de nos villes jumelles et partenaires, les 15 et 16 juin au stade Jean Bouin. Avec un important travail autour de la place des femmes dans le sport, vous verrez de très belles expositions et surtout un moment de sport très intéressant.

M. le Maire : Avec des Palestiniennes et des Kurdes, en plus de celles de nos villes jumelées.

M. Ziegelmeier : Les Kurdes et les Vietnamiennes. Les Palestiniennes c'était un petit peu compliqué. Les Tunisiennes, nous n'en sommes pas sûrs, nous avons encore des problèmes de visa avec notre ambassade ce qui devrait, je l'espère, se régler.

Ensuite, puisque nous avons parlé de mémoire, d'histoire et d'exposition, je voudrais vous signaler jusqu'à la fin du mois de mai l'exposition sur les mémoires espagnoles sur les grilles du parc de la Mairie. Le bon moment que nous avons eu à la médiathèque samedi sur l'histoire de l'imprimerie des Gondoles, puisque plus d'une centaine de personnes étaient présentes pour évoquer ce morceau de notre histoire locale. Demain soir, à Paul Éluard, un film très intéressant sur le travail de mémoire mené par les descendants républicains espagnols sur une thématique encore très largement taboue outre Pyrénées.

Sur la première délibération, c'est dans le cadre du travail que nous menons avec Cités unies France depuis le début de ce mandat. Une catastrophe climatique au Mozambique liée principalement au dérèglement climatique. Ali aurait été là, je pense que c'est l'intervention qu'il aurait faite. Nous sommes comme à chaque fois dans les délibérations avec Cités unies France dans le cadre d'une reconstruction, c'est la première chose. La deuxième, la situation s'empire, puisqu'au-delà des problèmes de destruction et des centaines de morts, il y a maintenant une recrudescence de maladies. Cités unies France va, comme à son habitude, travailler avec les communes donatrices et nous vous proposons donc un don de 1 000 euros sur cette première délibération. Je suppose que nous faisons le vote délibération par délibération ?

M. le Maire : Sauf si tu souhaites présenter les deux.

M. Ziegelmeier : Présenter les trois délibérations même.

M. le Maire : Les trois délibérations et après, je fais un vote séparé.

M. Ziegelmeier : La deuxième est un peu particulière, elle est sur le Sri Lanka. Vous n'êtes pas sans savoir qu'il y a eu des attentats terrifiants il y a quelques semaines qui ont fait plusieurs centaines de morts et qui ont un impact non négligeable. Ce pays a vécu plusieurs dizaines d'années de guerre avec une Communauté particulièrement martyrisée. Communauté qui, par ailleurs, est très présente sur notre ville, c'est la Communauté tamoule, que nous avons déjà vue aux fêtes de Choisy-le-Roi, qui possède un certain nombre de commerces sur notre ville, qui a une vie communautaire très importante. Il faut savoir que pendant les années de guerre, le pouvoir en place au Sri Lanka, a beaucoup utilisé la toute petite minorité musulmane et ces histoires d'attentats ne font que renforcer les tensions intracommunautaires. Un mot important sur la Communauté chrétienne qui a subi

ces attentats au Sri Lanka. C'est elle qui, depuis la fin de la guerre, fait le pont entre les Cinghalais et les Tamouls puisque les chrétiens n'existent que dans ces deux communautés. Solidarité Laïque, avec qui nous travaillons depuis plusieurs années sur la Tunisie, fait un travail depuis plus de 15 ans au Sri Lanka. Un travail de dialogue intercommunautaire pour favoriser la paix. Ce n'est pas l'habitude des dons d'urgence de travailler sur cet aspect-là, mais là, nous avons voulu à leur demande et en discussion avec la communauté tamoule de Choisy-le-Roi proposer un don de 1 000€. C'est un véritable enjeu de paix, une vraie tension intercommunautaire qui revoit le jour aujourd'hui. Je tiens à votre disposition un certain nombre d'éléments si cela vous intéresse.

La dernière, après en avoir discuté notamment avec Tonino lors d'une commémoration et en avoir discuté avec l'association CEME (Collectif des étudiants de Mdjankagnoi) depuis un certain nombre de jours, je sais que le département a œuvré dans le même sens, les Comores ont subi là aussi les effets du dérèglement climatique. C'est-à-dire que la question de la pollution, de l'écologie et du dérèglement climatique n'est pas liée qu'à l'intérieur de l'A86 pour, reprendre le débat précédent. Nous avons des échanges intéressants avec le Secours populaire français ces derniers jours avec CEME qui amènent à deux choses. Le Secours populaire français va travailler avec un partenaire que nous connaissons bien puisque nous travaillons avec au Mali, la fondation SADEV et qui est très implantée aux Comores pour de l'apport de produits de première nécessité, notamment alimentaire. Vous n'êtes pas sans savoir que les Comores sont quand même un des pays les plus pauvres de la planète. La deuxième chose, discussion avec l'association CEME, je dois aussi rencontrer au mois de juin une autre association comorienne en leur proposant qu'ils soient, eux, à l'initiative d'un moment de solidarité. Nous verrions comment les aider derrière, mais il faut aussi que la communauté comorienne, ici, prenne en charge cette chose. Nous avons été interpellés sous différentes formes. Nous en avons discuté avec Tonino, mais nous avons aussi des agents communaux issus de cette communauté qui nous ont interpellés, il y a un vrai ressenti. Là, nous vous proposons aussi un don de 1 000 euros. Je pense avoir présenté succinctement, mais sur le fond, ces trois délibérations.

M. le Maire : Merci d'avoir présenté les trois. Nous allons les passer les unes après les autres. Nous commençons par la première sur le Mozambique, y a-t-il des demandes d'interventions ? Monsieur Panetta.

M. Panetta : Avant de passer au vote, pour information, je voudrais remercier dans la salle une association de jeunes comoriens très actifs qui est à Montreuil et qui s'est déplacée, je les en remercie. Lorsque j'ai discuté avec M. Ziegelmeier, que je remercie ainsi que la municipalité d'avoir fait ce geste, j'ignorais l'existence de cette association. Effectivement, je vais prendre contact avec eux en rapport avec ce qui a été dit, et s'il y a d'autres activités sur Choisy-le-Roi nous pourrions peut-être les inviter. Je connais aussi une autre jeune association de Comoriens à Choisy-le-Roi, nous avons en effet une forte communauté comorienne sur notre commune. En plus, pour ceux qui connaissent l'histoire des Comores, nous avons des liens très forts avec les Comores. Je voudrais aussi leur dire qu'un don a été également fait de la part du département, pour les Comores. Merci.

M. le Maire : Merci de remercier le vice-président chargé des questions internationales au département. Y a-t-il d'autres demandes d'interventions ? Nous passons au vote.

La délibération n°19 est adoptée à l'unanimité.

→ 20. Attribution d'un don à SOLIDARITÉ LAÏQUE suite aux attaques terroristes du 21 avril 2019 au SRI LANKA.

La délibération n°20 est adoptée à l'unanimité.

→ **21. Attribution d'un fonds d'urgence au Secours Populaire français suite au cyclone qui a dévasté l'archipel des Comores.**

RESSOURCES HUMAINES

→ **22. Modification du tableau des effectifs du personnel communal.**

M. le Maire : Je propose maintenant d'examiner la modification du tableau des effectifs du personnel communal, quelque chose de tout à fait ordinaire. Y a-t-il des remarques sur cette modification ? Merci, nous adoptons.

La délibération n°22 est adoptée à l'unanimité.

ADMINISTRATION GÉNÉRALE

→ **23. Approbation de la convention de partenariat entre la commune de Choisy-le-Roi et l'association TCM-91 Team Cycliste Morangis pour l'organisation du critérium cycliste le 5 août 2019.**

M. le Maire : Y a-t-il des remarques sur ce partenariat ? Monsieur Gabriel Roche.

M. Roche : Je tiens à souligner l'effort de notre camarade Patrice Diguët, parce qu'il y aura aussi des compétitions de femmes avant les hommes. Merci Patrice.

M. le Maire : Oui, tout à fait. Pour la petite anecdote il faut que vous sachiez que l'an dernier, pendant le premier Crito'star, avec Bernard Hinault, nous avons rencontré une représentante des femmes faisant le tour de France, juste avant les hommes. Elles ont fait toutes les étapes du tour de France. C'est en discutant avec elle à l'arrivée que nous avons avec Patrice Diguët, et sous l'impulsion dynamique du Président Patrice Lerus, proposé aux organisateurs de faire une course cycliste avec les femmes avant celle des hommes. Cela rentre dans notre démarche comme celle de la fête de la ville, merci, Gabriel, de l'avoir signifié. Tous les amateurs seront invités, parce que c'est une course spécifique, ce n'est pas un critérium ordinaire, ils suivent les dernys donc, c'est très original. C'est le seul critérium avec cela. Monsieur Panetta.

M. Panetta : Nous avons voté cette résolution, 10 000 euros c'est quand même une somme importante, mais au regard de la qualité du critérium et des retombées que cela peut apporter sur Choisy-le-Roi, notamment en notoriété, cela fait assez souvent que je réclame des projets phares, je ne peux pas m'y opposer. Quand cela va dans le bon sens, cela va dans le bon sens.

Simplement, je voulais poser une question. C'est important, car nous pouvons organiser aussi des critériums départementaux ou autres, ce qui est intéressant dans le terme de critérium, c'est que les critériums d'après tour de France font connaître des petites villes en province, etc., et qu'il y ait des amateurs c'est très bien. Mais au mois d'août, il y avait aussi des cyclistes professionnels donc c'est bien dans cette même veine que nous allons organiser cela. J'ai une suggestion, que nous nous y prenions tous pour faire de la publicité, faire savoir dès maintenant qu'il y aura ce critérium. Pour ceux qui sont là, bien sûr, parce que le tour de France étant au mois de juillet fatalement les critériums sont au mois d'août. Alors, ne partez pas le 5 août, partez à partir du 10 août. Merci.

M. le Maire : Merci, ou faites comme certains, coupez vos vacances en deux et revenez pour être aux côtés des cyclistes le 5 août, c'est ce que va faire Nadine Luc, c'est ce qu'elle vient de confirmer. Gabriel Roche.

M. Roche : C'était pour faire cet appel. Que le maximum de membres du Conseil municipal prennent leur vélo. Nous serons en cohérence sur l'écologie, au moins le 5 août.

M. le Maire : Monsieur Briennon.

M. Briennon : Excusez-moi, c'est juste une question, la subvention est-elle de 10 000 ou 6 350 euros ? Dans l'article 5, il est marqué 6 350 euros.

M. le Maire : La subvention, Monsieur Diguët, est-elle de 6 350 euros ou de 10 000 euros ?

M. Diguët : 10 000 euros. C'est marqué dans la convention.

M. Briennon : Dans l'article 5, c'est marqué 6 350, Patrice.

M. le Maire : On me dit qu'il n'y a pas d'article 5. Convention partenariale, article 5, qu'y a-t-il écrit ?

M. Diguët : Ils ont marqué 6 350 euros alors que c'est 10 000 euros.

M. le Maire : Si dans la convention il est écrit 6 350 euros, nous ne pouvons pas faire passer 10 000 euros, c'est le coût qui est mentionné dans la convention.

M. Diguët : Nous allons corriger la convention, c'est bien 10 000 euros.

M. le Maire : Nous la votons sous réserve de modifications, mais c'est 10 000 euros. Merci Monsieur Briennon de votre vigilance. Sinon, vous mettiez en colère M. Diguët ! Nous sommes bien d'accord, le chiffre, c'est bien 10 000 euros et cela sera corrigé dans la délibération que je signerai demain. Non, la délibération est bonne, c'est la convention qu'il faut corriger apparemment. La délibération au préfet c'est bon et la convention pour signer avec les amis de Morangis, nous modifions.

La délibération n°22 est adoptée à l'unanimité.

→ 24. Approbation du montant annuel d'indemnité perçu par le représentant de la commune siégeant au Conseil d'administration de la société d'économie mixte SADEV 94.

M. le Maire : Très bien, enfin notre avant-dernier point avant les questions de Jean-Marc sur le compte rendu de décision. Y a-t-il des remarques sur le sujet ? Monsieur Briennon suivit de Monsieur Panetta.

M. Briennon : Si j'ai bien compris, le montant du jeton de présence est de 150 euros. Il y a de trois à cinq réunions par an donc il y a un montant entre 450 et 750 euros que vous proposez de plafonner à 800 euros. Pourquoi ? Dans ce contexte-là, clairement, nous ne voterons pas cette délibération.

M. le Maire : En réalité, c'est un montant maximum, il s'agit de plafonner. C'est comme dans toute démarche. C'est une demande faite à l'ensemble des villes de délibérer sur le montant de ces indemnités, pour les villes qui ont un représentant, de fait, qui siège à la SADEV. C'est une délibération qui est concordante avec celle passée à la SADEV et qui sera commune à toutes les villes. Qui s'applique de la même manière à tous les représentants

des collectivités, c'est un principe puisque jusqu'à présent cela n'avait pas été fait. Cela contribue à une plus grande transparence de la vie publique. L'indemnité maximum, aujourd'hui, est à 150 par séance. Monsieur Panetta.

M. Panetta : J'avais fait la même démarche puisque nous avons calculé. Cela fait moins que le plafond que vous voulez instituer. Ce jeton de présence à 150 euros, moi, cela me gêne un peu. Je ne vois pas pourquoi les administrateurs, les représentants des villes devraient toucher un jeton de présence que ce soit de 100 euros, 150, 200 ou 300 euros. Nous, nous sommes prêts à nous dévouer pour la ville et représenter la ville gratuitement. D'autant plus que, je suppose, les représentants de la ville qui vont statuer sont déjà payés. Moi, c'est le fond qui me gêne. Je veux que les gens rendent service à la population gratuitement, s'ils sont déjà payés.

M. le Maire : Vous élargissez le débat sur quel est aujourd'hui le statut de l'élu et la remise en cause dans l'ensemble des structures, syndicats ou autres, des indemnités ou ce que nous appelons les jetons de présence. Bien, j'entends, nous ferons acte de votre intervention. Monsieur Diguët.

M. Diguët : Pour aller dans le sens de M. Panetta, il faut savoir que ce jeton de présence a été institué à la demande des élus de droite. Je le dis, parce que jusqu'à présent les élus de gauche nous siégeons tranquillement, nous n'avons pas de jeton de présence et des élus de droite ont décidé qu'il n'y avait pas raison que nous soyons administrateurs d'une société d'aménagement sans avoir de jeton de présence, comme cela se passe partout ailleurs. Dans un souci d'apaisement, ce fut à un moment assez houleux, nous avons acté cette décision qui est une demande des élus de droite.

M. Panetta : Qu'elle soit de droite, de gauche, de centre, d'en haut, d'en bas, cela me gêne. Ils peuvent décider ce qu'ils veulent, j'ai mon libre arbitre et j'estime que dans le climat actuel en plus de la politique et de la perception qu'ont nos concitoyens de la politique, si les gens étaient tirés au sort les obligeant à aller à ce Conseil d'administration et qu'ils n'avaient pas de revenus par ailleurs OK. Mais je suis prêt à parier que tous ceux qui sont au Conseil d'administration touchent déjà des indemnités, ce qui est autre chose qu'un jeton de présence.

M. Diguët : Mais va le dire à tes « potes » !

M. Panetta : Je leur dis, parce que ce n'est un secret de polichinelle pour personne de savoir que j'ai beaucoup d'ennuis avec mes « potes » en ce moment. Vous en avez eu un petit aperçu le mois dernier. J'ai mes convictions, cette honnêteté, je suis au-dessus des partis de droite et de gauche, je suis, et mon engagement politique est pour l'intérêt général. C'est tout, cela étonne peut-être la gauche, mais cela existe.

M. le Maire : Je vous propose que nous ne débattions pas, nous n'allons pas rentrer dans ce débat-là. Il est demandé à l'ensemble des villes qui ont des représentants de passer cette délibération. En tant que maire qui s'exécute, je fais. Bien, nous passons aux voix. Nous transmettrons à vos amis de Sucy. Mais vous savez, certainement à Sucy, s'il y a de la gauche, peut-être ont-ils voté contre aussi donc c'est la cohérence locale qui prime. Que voulez-vous que je dise ?

M. Panetta : Ne vous donnez pas cette peine, ce sera transmis, ne vous inquiétez pas.

M. le Maire : Pour moi, il n'y a pas de sujet.

La délibération n°23 est adoptée à la majorité (10 contre).

→ **25. Compte rendu des décisions L-2122-22 du Code général des Collectivités territoriales.**

M. le Maire : Y a-t-il des observations sur le sujet ? Il n'y en a pas.

QUESTIONS DIVERSES

M. le Maire : Simplement, peut-être, avant de nous quitter dire deux choses. N'oubliez pas dimanche les élections européennes, je souhaite que nous passions tous un agréable dimanche dans les bureaux de vote et je ne doute pas que vous avez, avec force et conviction, demandé à l'ensemble de vos adhérents, de vos militants, de vos sympathisants, de venir tenir les bureaux de vote et qu'ils puissent être assesseurs. C'est une invitation à remplir encore puisque vous avez jusqu'à jeudi pour faire en sorte qu'il y ait des assesseurs. Sinon, dans cette configuration, nous nous retrouverons le mercredi 26 juin pour le prochain Conseil municipal. Merci.

La séance est levée à 22 heures 06.